

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale
n° 18 - août 2008

Cette brochure est l'édition en langue française
d'une partie des articles de la revue
Marxismo Vivo - n° 18 (2008) publiée en
espagnol (voir www.marxismovivo.org)..

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

Présentation

Cette nouvelle édition du *Marxisme Vivant* traite essentiellement d'un sujet qui occupe les pages principales des journaux et revues du monde entier : la dénommée « crise alimentaire ». Nous plaçons ces deux mots entre guillemets parce qu'en réalité, pour être rigoureux, une telle crise n'existe pas.

Un jour viendra où la planète Terre n'aura plus la capacité de produire assez d'aliments pour tous ses habitants et, à ce moment-là, nous pourrions parler avec davantage de rigueur scientifique d'une crise alimentaire, sans guillemets. Mais ce moment est encore très éloigné. Sur notre planète, la production d'aliments est supérieure à la croissance de la population. Toutefois, ce fait n'implique pas une diminution de la faim, au contraire. Les masses affamées continuent à croître. A la rigueur, nous ne sommes donc pas face à une crise alimentaire mais à une crise, déjà connue de longue date, du capitalisme, un système qui contrôle la production et la commercialisation des aliments et qui s'avère incapable de résoudre le problème le plus élémentaire de la planète : nourrir la race humaine.

C'est de ce point de vue, du point de vue du contrôle des aliments par les monopoles capitalistes, que nous abordons la « crise alimentaire » dans cette édition.

Nous y abordons aussi un autre sujet qui est un sous-produit de l'antérieur : le conflit agraire en Argentine, un pays où se retrouvent toutes les contradictions que nous indiquions précédemment.[§]

[§] Cette *présentation* concerne l'édition en espagnol. Les articles sur l'Argentine ne sont pas repris dans l'édition en français.

Il y a eu une époque où l'Argentine était un pays où la population avait un niveau d'alimentation comparable à celui des pays du premier monde. Aujourd'hui, au contraire, environ cinq millions de personnes ne parviennent pas se nourrir correctement.

Manque d'aliments? Pas du tout. L'Argentine, avec une population de 40 millions, produit des aliments pour 450 millions de personnes. Le fait est que le gros de cette production est destiné à l'exportation et, de cette manière, une minorité privilégiée de capitalistes, nationaux et étrangers, s'enrichissent aux dépens de la faim d'une importante partie du peuple argentin. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu une rébellion agraire, dont cette nouvelle édition du *Marxisme Vivant* traite en profondeur.

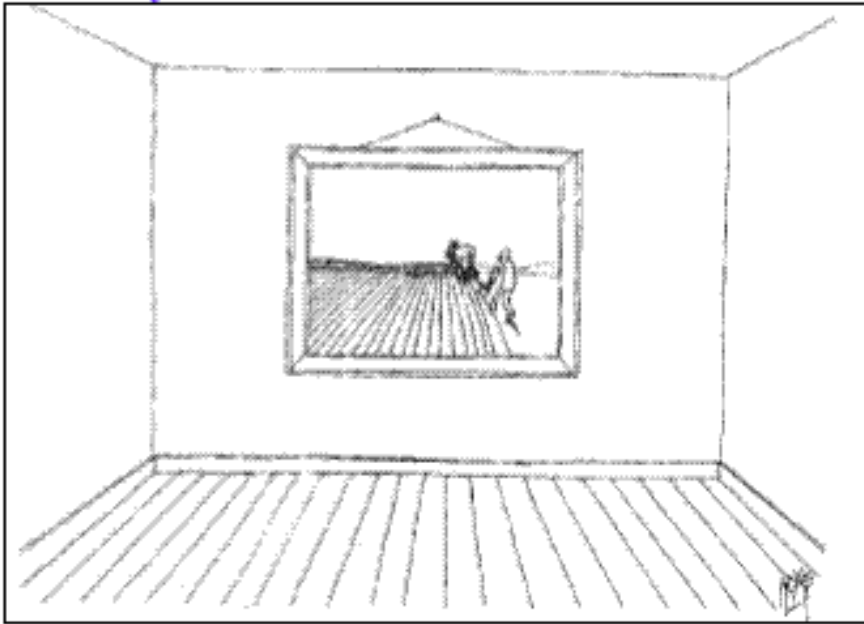
Le lecteur moins informé pense peut-être que la rébellion argentine est semblable à celles qui ont eu lieu récemment dans d'autres pays comme, par exemple, la rébellion des masses affamées en Haïti. Ce n'est pas le cas. Le sujet qui nous occupe dans cette revue n'est pas une rébellion des affamés argentins mais une « rébellion de riches », c'est-à-dire de ceux qui s'enrichissent en produisant et en exportant des aliments.

Dans ce contexte aussi, cette revue aborde un important débat que polarise la gauche argentine autour de la question de soutenir, ou non, ce nouveau type de rébellions.

A propos de la crise du capitalisme, qui se manifeste maintenant dans la crise alimentaire, Trotsky disait dans son Programme de Transition que la crise historique de l'humanité se résume dans la crise de la direction révolutionnaire.

Ce débat à l'intérieur de la gauche révolutionnaire argentine ne fait que confirmer cette caractérisation.

Dossier : La crise alimentaire



Cette année, le monde a vécu de nombreuses rébellions contre la hausse irrésistible du prix des aliments, de Haïti jusqu'en Indonésie. Ce qui a été qualifié de « rébellion des affamés ». L'augmentation des prix et le fait que des centaines de millions de

personnes ne puissent pas accéder à une alimentation de base, ne sont pas dus à une diminution de la production de matières premières alimentaires commercialisées sur les marchés mondiaux. Au contraire, depuis 1950, ce volume total croît à un rythme supérieur à la croissance de la population mondiale. Pourquoi alors les prix des aliments augmentent-ils, alors que la production ne cesse de croître ? Pourquoi des centaines de millions de personnes ne peuvent-elles même pas accéder à une alimentation de subsistance et sont-elles condamnées à la faim, alors qu'il y a davantage d'aliments commercialisables ?

Pour donner une réponse de fond à ces questions, il est nécessaire de faire une analyse des processus les plus profonds développés par le capitalisme impérialiste, de leurs conséquences sur la production agricole et les marchés de commercialisation d'aliments, ainsi que des éléments plus conjoncturels qui aggravent encore ces conséquences.

C'est ce que nous nous proposons de développer dans ce dossier.

[L'illustration ci-dessus est de Royer, Le Soir 26.07.2008]

La crise alimentaire

La presse titrait que « 33 pays ont fait face à des conflits sociaux dû à la montée intense des prix des aliments ».¹ Bien que cette augmentation ait lieu déjà depuis quelques années, elle a connu en quelques semaines une progression qui est devenu intolérable pour les masses appauvries. Selon des données de la FAO², entre mars 2007 et mars 2008, le prix du blé a augmenté de 130%, celui du soja 87%, du riz 74% et du maïs 53%. La presse mondiale a qualifié ces soulèvements, avec assez de précision, de « rébellion des affamés ».

Bien qu'elle touche essentiellement les pays les plus pauvres, la « crise alimentaire » s'est manifestée partout dans le monde. Au Venezuela, riche en pétrole mais dépendant de l'importation de nourriture, la pénurie et le désapprovisionnement érodent de plus en plus les salaires des travailleurs. Après des années d'ALENA, le Mexique, jadis producteur agricole traditionnel, a perdu aujourd'hui sa « souveraineté alimentaire » et importe 30% du maïs qu'il consomme, à des prix de plus en plus hauts. De cette façon, la « tortilla » populaire est devenue un article de luxe.

Au Brésil, grand producteur et exportateur d'aliments, les prix du *feijão* (haricots) et du riz, base de l'alimentation populaire, ont augmenté de 207% en une année, et de 21%, pour le seul mois de mars. Même en Argentine, qui est historiquement le « grenier du monde » et dont la production est suffisante pour nourrir dix fois sa population, les travailleurs et le peuple souffrent constamment de désapprovisionnement et de pénurie des produits de base. Les pays impérialistes ne sont pas non plus exempts : l'« inflation alimentaire » dans l'Union Européenne a été de 6,8% l'année dernière, la plus grande depuis 1996; et les Etats-Unis ont été touchés avec une augmentation moyenne de 4% en 2007, l'indice le plus haut depuis 1993.³

¹ *Crisis de los alimentos: alarma en el mundo*, El Universal, 13/4/2008

² FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations - Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (voir www.fao.org)

³ *Crisis de los alimentos: alarma en el mundo*, El Universal, 13/4/2008

L'augmentation des prix des aliments et le fait que des centaines de millions de personnes n'aient pas accès à une alimentation de base, n'est pas dû à une diminution de la production de matières premières alimentaires⁴ commercialisées sur les marchés mondiaux. Au contraire, depuis 1950, ce volume total croît à un rythme supérieur à celui de la population mondiale.

Voyons le cas des grains, la principale base alimentaire mondiale. Selon la FAO, la production était de 1.225 millions de tonnes en 1970 pour une population mondiale de 4.003 millions de personnes (une moyenne de 306 kilos par personne), et de 2.219 millions de tonnes en 2007 pour 6.453 millions de personnes (344 kilos par personne). La quantité de grains disponible par personne a donc augmenté de 12%. D'autre part, la population mondiale disposait, pour s'alimenter, de 2.300 calories par jour et par personne en 1960 et de 2.770 en 2007.

Face à cette réalité, Josette Sheeran, directrice exécutive du Plan Alimentaire Mondial de l'ONU, a dit : « *Nous nous trouvons devant une nouvelle face de la faim : bien qu'il y ait des aliments dans les magasins, de plus en plus des personnes n'y ont pas accès.* »⁵ Il ne s'agit pas d'une situation conjoncturelle qui sera résolue à court terme. Robert Zoellick, directeur de la Banque Mondiale, l'a définie comme « *une des crises alimentaires les plus graves de l'histoire de notre planète* »⁶. Pourquoi les prix des aliments montent-ils, alors que la production de matières premières alimentaires augmente ? Pourquoi des centaines de millions de personnes n'ont-elles même pas accès à une alimentation de subsistance et sont-elles condamnées à la faim, alors qu'il y a davantage d'aliments à commercialiser ? Pour essayer de donner une réponse de fond à ces questions, il faut faire une analyse des processus les plus profonds, développés par le capitalisme impérialiste, et de ses conséquences dans la production agricole et sur les marchés de commercialisation d'aliments.

⁴ Nous utilisons cette dénomination (« matières premières alimentaires ») et non simplement « aliments » parce que, comme nous verrons dans cet article, une partie de ces matières premières est destinée à d'autres utilisations.

⁵ Cité par Arnold Schötzel dans *Revueltas de hambrientos*, publié dans www.jungewelt.de

⁶ Cité par le journal argentin Clarín, 11/4/2008

Par la suite, nous devons nous pencher sur la manière dont des éléments plus conjoncturels aggravent encore ces conséquences. C'est ce que nous nous proposons de développer dans cet article.

Les « propriétaires » des aliments

Dans *Le Capital*, en étudiant le fonctionnement du système économique capitaliste, Karl Marx analyse et définit deux lois ou tendances fondamentales qui émanent du développement même du système.

Le premier processus s'appelle « concentration », l'accumulation proportionnellement croissante de la richesse dans le pôle de la bourgeoisie, alors qu'en même temps - et comme contrepartie nécessaire - croît la pauvreté et la misère dans l'autre pôle, celui des travailleurs et du peuple, de plus en plus nombreux. Cette tendance s'appelle la « loi de la misère croissante » et nous y retournerons par la suite.

Le second processus, qui nous intéresse plus précisément dans cette partie de l'article, s'appelle « centralisation » et il a lieu à l'intérieur de la classe bourgeoise. Par différentes voies (effets de la concurrence, accès au crédit, achats, fusions, faillites, etc.), et leur combinaison, le nombre de propriétaires du capital se réduit de plus en plus.

L'action combinée des deux lois fait qu'une quantité de plus en plus petite de capitalistes deviennent propriétaire de volumes de plus en plus grands de capital. Ainsi disparaît graduellement le « libre marché » ou la « libre concurrence », caractéristique du capitalisme dans ses origines, et les marchés des différentes branches économiques tendent de plus en plus à devenir oligopolistiques (contrôlés par une poignée d'entreprises).

La phase impérialiste du capitalisme, analysée par Lénine en 1915, représente un saut qualitatif dans ce processus. L'apparition du capital financier, résultat de la fusion du bancaire avec l'industriel, a permis une grande « agilité » dans l'exportation mondiale de capitaux. Ainsi ont vu le jour des entreprises qui, bien que basées dans un pays impérialiste, avaient une dimension internationale : les célèbres « transnationales ».

Depuis lors, ces processus analysés par Marx et Lénine ont continué à opérer et ont eu une manifestation claire dans la branche des aliments : on calcule qu'actuellement, 90% de son commerce mondial est contrôlé par à peine 50 entreprises.

En 2007, la revue Fortune a inclus 23 entreprises de la branche « aliments » dans sa liste célèbre des 500 entreprises les plus grandes du monde. Le chiffre n'est peut-être pas très impressionnant, mais une analyse plus détaillée montre que ce secteur est à la deuxième place en croissance annuelle de facturation (28,66%), seulement derrière la branche pétrolière, et à la première place en augmentation de profits (54,50%)⁷.

Parmi ces géants se trouvent ce qu'on appelle les *tradings* (les entreprises qui commercialisent les grains et leurs dérivés). Les quatre plus importantes sont Cargill (américaine), ADM (Archer Daniels Midland - américano-canadienne), Dreyfuss (française) et Bunge (fondée en Argentine, mais qui a transféré son centre opérationnel au Brésil et sa direction financière aux Etats-Unis). Ensemble, ils contrôlent près de 80% du commerce mondial des céréales et huiles dérivées. Par exemple, en 2007, Cargill a facturé presque 70 milliards de dollars, possédait des sièges dans 66 pays et occupait 153.000 salariés.⁸

D'autres entreprises interviennent de manière différente pour obtenir une partie du justeux marché agricole. Monsanto (américaine) le fait à travers les royalties qu'elle perçoit pour ses brevets de semences transgéniques, un marché dont elle contrôle 80%. Ce sujet est toujours très polémique car plusieurs organisations ont dénoncé le fait que l'on ne connaisse pas encore l'effet que les végétaux transgéniques peuvent avoir sur la nature, de même que sur les êtres humains qui les consomment. Mais le poids de Monsanto est tellement important que l'entreprise a déjà obtenu que de plus en plus de pays l'autorisent et que la FAO rende son utilisation libre.

De là, par le seul fait d'introduire une certaine modification génétique dans des cultures qui, comme le soja et le maïs, sont le résultat de milliers d'années d'interaction entre l'homme et la nature, et sans risquer aucun investissement de capital dans le processus productif, Monsanto percevait, en 2004, environ 5 dollars par tonne récoltée.⁹

L'entreprise suisse Syngenta, l'allemande BASF ou l'américaine DuPont, en plus d'avoir une participation minoritaire dans le marché des

⁷ *Análisis comentado de las 500 mayores empresas del mundo*, Pablo García Estévez dans www.ucm.es

⁸ Selon la page web de l'institution

⁹ *Tierra, agronegocios y colonización*, Tomás Zayas et Nazareno Godeiro, *Marxismo Vivo* 10, décembre 2004

semences transgéniques, entrent dans le processus à travers la vente de produits agrochimiques et d'engrais - essentiels dans un climat de surexploitation de la terre - et de pesticides, marché dont elles contrôlent 60%.

Et puis il y a les grandes entreprises agroalimentaires. Le marché des produits laitiers et dérivés est dominé par l'entreprise suisse Nestlé, l'italienne Parmalat et la française Danone. Nestlé est aussi la plus grande entreprise de production d'aliments au monde, avec 500 usines dans 86 pays et 254.000 salariés.¹⁰ En 2007, elle a facturé près de 80 milliards de dollars.¹¹ Dans le secteur des viandes bovine, avicole et porcine, la plus grande entreprise est l'américaine Tyson Foods, avec environ 300 implantations et bureaux et 114.000 salariés dans le monde, et une facturation, en 2007, de 26,9 milliards de dollars.¹² En viande bovine spécifiquement, la chaîne frigorifique la plus importante au monde est la brésilienne JBS-Friboi, après avoir acheté, en 2007/8, les américaines Swift, National Beef et Smithfield Beef et l'australienne Tasman (avec des prêts de la BNDES - Banque Nationale de Développement Economique et Social - et des fonds de pension du Brésil). JBS-Friboi possède des installations de traitement aux Etats-Unis, au Brésil, en Argentine et en Australie, avec 40.000 salariés. Durant le premier trimestre de 2008, l'entreprise a facturé environ 3,5 milliards de dollars (14 milliards sur base annuelle).¹³ Finalement, il convient de mentionner les grandes chaînes internationales de supermarchés, comme Wal Mart, Carrefour, Makro, etc., qui dominent le secteur de commercialisation en détail dans beaucoup de pays du monde. Fortune 2008 a considéré que Wal Mart était la plus grande entreprise du monde avec 620.000 travailleurs et avec des ventes globales pour presque 380 milliards de dollars dans son réseau mondial (nous ne savons pas quelle partie de ces ventes est apportée par le secteur d'aliments).¹⁴

¹⁰ Selon la page web de l'institution

¹¹ Fortune, édition 2008

¹² Selon la page web de l'institution

¹³ Selon la page web de l'institution et portalexame.abril.com.br

¹⁴ Selon la page web de l'institution et money.cnn.com/magazines/fortune

L'agrobusiness

Depuis quelques dizaines d'années, les tendances essentielles du capitalisme impérialiste dans l'agriculture, surtout dans les principaux pays producteurs et exportateurs, se manifestent dans le modèle appelé *agrobusiness* mondial avec ses *commodities*. Les *commodities* sont des matières premières qui peuvent être stockées un certain temps sans se détériorer et dont les paramètres de qualité et de prix sont codifiés internationalement de manière unifiée (pétrole, minéraux, grains). Dans le cas des grains, les prix sont fixés à la *Chicago Commodities Exchange* ou Marché de Chicago.

L'agrobusiness se base sur l'utilisation intensive de terres, capitaux et technologie, pour obtenir une production massive et très efficace de cultures commercialisées sur le marché. Le développement de l'agrobusiness a eu une forte incidence dans la production de matières premières alimentaires, dans la fixation de ses prix et dans la structure de propriété de la terre.

Concentration dans peu de cultures

Le modèle se concentre dans les cultures qui ont une plus grande demande et de meilleurs prix sur le marché international, sans considérer les besoins alimentaires de la population des pays producteurs ni de ceux du reste du monde.

Actuellement, par exemple, ce sont le soja, la canne de sucre et le maïs qui sont en vogue. C'est pourquoi, une surface de plus en plus grande des meilleures terres cultivables y est consacrée. Les autres cultures, qui ne peuvent pas être exportées ou qui ont des prix plus bas, sont reléguées à des terres plus marginales et moins productives. Cette moindre production des autres aliments est déjà un facteur pour faire monter leur prix. Mais en même temps, par les lois du capitalisme elles-mêmes, la hausse du cours des *commodities* agit aussi comme un facteur qui « pousse vers le haut » les autres prix. De cette façon, toutes les cultures entrent dans une course ascendante permanente.

Tendance au latifundium

Les petits producteurs agricoles, voir même les moyens producteurs, n'ont pas la force de soutenir la concurrence, étant donnée l'exigence

d'investissements importants en capital et la destination de la production au marché mondial. Leurs terres commencent à être achetées par les grands propriétaires ou par les nouveaux « pools d'ensemencement » (groupes d'investisseurs qui entrent dans l'agrobusiness à cause de son rendement élevé).

Dans d'autres cas, l'expulsion des petits paysans, sans propriété légalisée, se fait souvent directement avec des méthodes violentes exercées par des "armées privées" ou des "forces légales". Cela donne lieu à un processus de changement dans la structure de la propriété de la terre, avec une tendance de plus en plus grande au latifundium.

L'impact de l'expulsion des petits paysans

Des millions de familles paysannes, qui garantissaient auparavant leur « autoapprovisionnement alimentaire », et commercialisaient même de petits excédents, sont déplacés de leur terre, perdent leur base de subsistance et deviennent des prolétaires ou des chômeurs qui s'approvisionnent maintenant en aliments sur le marché. Il est très difficile d'évaluer l'impact que ce processus a eu sur l'actuelle « crise alimentaire » parce qu'on ne pouvait pas calculer exactement le volume que ces paysans produisaient, étant donné que la plupart de cette production n'était pas commercialisée. Ce qui est absolument clair, c'est que cette production a disparu et a été remplacée par des *commodities*.

En gros, on évalue que l'hectare cultivé par un petit paysan produit une tonne d'aliments par an, alors que l'agrobusiness en obtient cinq ou six. Apparemment, cette augmentation de production devrait faire baisser le prix des aliments et aider à diminuer la faim. Toutefois, alors que la production du petit paysan était destinée presque entièrement à l'alimentation humaine, celle de l'agrobusiness devient « matière première » avec plusieurs destinations possibles. Ceci ouvre une hypothèse : alors que les statistiques de production et de commercialisation des matières premières alimentaires montrent une croissance constante, la production réelle d'aliments pour la consommation humaine pourrait avoir augmenté à un rythme inférieur à celui de l'augmentation de la population mondiale, ou pourrait avoir même diminué.

Ce processus paraît avoir eu un impact important en Chine. L'actuel développement capitaliste du pays s'est appuyé sur l'expulsion de 120 millions de personnes (près 10% de la population) de la campagne pour former une gigantesque « armée de réserve » qui garantirait des salaires extrêmement bas dans l'industrie. Avant la restauration capitaliste, la Chine avait la « souveraineté alimentaire ». Actuellement, elle est devenue le principal importateur d'aliments du monde et ses achats dans ce domaine augmentent à un rythme annuel de 15%, supérieur à la croissance annuelle de son économie.¹⁵ La plupart des analystes attribuent ce fait au changement des habitudes de consommation des secteurs qui profitent de la croissance économique, et qui exigent maintenant une nourriture plus abondante et meilleure. Il est évident que ce facteur existe mais, en même temps, il faut se demander quelle a été l'importance de la destruction de la base de subsistance alimentaire de millions de personnes.

Les biocombustibles

La tendance déclinante des réserves d'hydrocarbures dans le monde et la grande augmentation de leur prix ont donné lieu à un secteur spécifique et croissant dans l'agrobusiness : la culture de végétaux pour produire du « biocombustible », en particulier la canne de sucre, dont on extrait l'éthanol (déjà largement utilisé au Brésil), et le maïs, qui est aussi une base de production d'éthanol.

Sur ce sujet s'est développée une intense polémique à l'intérieur de la bourgeoisie. Les directeurs d'institutions comme le FMI, la Banque Mondiale et la FAO, affirment que c'est la principale cause de la « crise alimentaire ». Dans l'autre extrême, ceux qui promeuvent les biocombustibles, comme le président brésilien Lula da Silva, répondent qu'en réalité, ceux qui les critiques défendent les intérêts de compagnies pétrolières, qui redoutent la croissance de cette alternative énergétique.

Bien qu'il soit nécessaire de mesurer leur incidence réelle, il est évident que les matières premières alimentaires utilisées pour produire du biocombustible, sont prélevées sur le total d'aliments destinés à la consommation humaine. Le volume d'aliments que l'humanité aura pour satisfaire ses nécessités de nourriture sera moindre, dans la me-

¹⁵ Cité dans l'édition on line de Gazeta Mercantil, 8/1/2008

sure où augmente la quantité de terres destinées aux biocombustibles. Par conséquent, le prix aura tendance à augmenter et les conditions qui ont été à l'origine de l'actuelle « crise alimentaire » s'aggraveront ainsi.

Dans la saison 2007/8, les Etats-Unis destineront un tiers de leur récolte de maïs (presque 80 millions de tonnes) à produire de l'éthanol et le gouvernement accorde une subvention gouvernementale de 0,156 dollars par litre de ce combustible.¹⁶ On calcule qu'une tonne de maïs (base alimentaire pour une famille pauvre pendant presque une année) produit 416,19 litres d'éthanol, une quantité à peine suffisante pour remplir quatre fois le réservoir d'une camionnette.¹⁷ Sur cette base, on calcule que la quantité de maïs affectée par les Etats-Unis à l'éthanol, serait suffisante pour résoudre le déficit alimentaire de beaucoup des pays les plus pauvres de la terre.¹⁸

Par l'importance du sujet, et pour mesurer son véritable incidence, nous consacrons un des articles de ce dossier au thème.

Le cas spécial du riz

Il est impossible de faire une étude de la situation alimentaire mondiale sans considérer spécifiquement le cas du riz. En 2007, 652 millions de tonnes de ses différentes variétés ont été récoltées mondialement et les estimations pour 2008 sont de 666 millions. Le riz représente donc près de 30% du total des grains produits dans le monde. En même temps, c'est la base de l'alimentation de quelque 3 milliards de personnes.¹⁹

Son marché mondial a des caractéristiques particulières : la plupart de ses principaux producteurs (qui sont tous des pays asiatiques, à l'exception du Brésil) approvisionnent essentiellement leur marché interne et exportent seulement de petites fractions. C'est pourquoi, son commerce international est très réduit par rapport au volume produit : en 2007, il a atteint 31 millions de tonnes (moins de 5% du total).

Certains pays présentent un tableau différent. En 2007, la Thaïlande, principal exportateur mondial, a vendu presque 10 millions de tonnes

¹⁶ *Debate sobre el etanol en EE.UU.*, John Berry, Clarín iEco, 17/5/2008

¹⁷ *Críticas en Europa a la apuesta por los biocombustibles*, Idefe Martín

¹⁸ IRRI Press Realease, cité dans *Crisis alimentaria, hambruna mundial y agronegocios*, de Ian Angus, bulletin électronique de IADE

¹⁹ FAO

(un peu moins de 40% de sa production et presque un tiers de tout le commerce mondial), le Vietnam a exporté 4 millions (11% de sa production) et le Cambodge 1,6 millions (25% de sa production).

Les principaux importateurs sont des pays africains (le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Sénégal), des pays arabe-musulmans (Arabie Saoudite, Bangla Desh, Iran, Emirats Arabes), des pays asiatiques qui doivent compléter l'autoapprovisionnement (les Philippines, la Corée du Nord, le Japon) et quelques nations européennes (la Russie, la Grande-Bretagne, la France).

Malgré le faible commerce extérieur, le riz est considéré une *commodity* et son cours a eu la même tendance à la hausse : le prix de la variété la meilleure marchée (Thai A1 ordinaire) a augmenté de 424% de 2003 à nos jours.²⁰ C'est une augmentation qui a un impact très important sur les pays importateurs ainsi que sur les prix internes des nations productrices.

Face à cette situation, beaucoup de pays ont décidé de suspendre temporairement leurs exportations pour assurer leur approvisionnement interne. En même temps, plusieurs pays parmi ceux qui ont continué à exporter - la Thaïlande, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et Myanmar (l'ex Birmanie) - ont formé l'Organisation des Pays Exportateurs de Riz, qui « *aura comme objectifs de fixer le prix de la céréale et de garantir l'approvisionnement de la population des pays membres* ». ²¹

Ajoutons finalement que l'agrobusiness pénètre aussi dans la production du riz, à travers ses manières les plus violentes. Amnistie Internationale a dénoncé qu'au Cambodge, « *la plus grande partie du village de Mittapheap [...] a été réduite à cendres par des fonctionnaires et des militaires, qui ont délogé plus de 100 familles par la force. La situation s'est répétée d'innombrables fois dans tout le pays, au fur et à mesure que les appropriations, les conflits et les confiscations de terres ont pris de l'ampleur* ». ²² Ces terres sont confisquées par des hauts fonctionnaires du gouvernement et/ou vendues à des investisseurs, et on calcule que plus de 30% de la surface du pays a déjà souff-

²⁰ FAO

²¹ *Tailândia anuncia criação de Organização de Países Exportadores de Arroz*, jornaldenegocios.pt, 31/4/2008

²² *Cambodia incendia las casas de los pobres*, www.amnesty.org/es, 11/2/2008

fert ce processus. Quelques familles délogées ont déménagé dans des constructions sur pilotis aux bords du lac central du pays et essaient de subsister de la pêche. D'autres sont totalement désemparées et vivent dans des tentes.

Comme disait le chef d'une de ces familles : « *Auparavant je cultivais la terre... et je nourrissais mes sept fils. Maintenant je n'ai plus rien.* » Voilà la réalité cachée derrière l'augmentation de la production et des soldes exportables de riz du Cambodge.

La destination des aliments

Un autre élément à considérer est que le développement de l'agro-business détermine une tendance, lente mais constante, à la diminution du pourcentage des cultures agricoles destinées à l'alimentation humaine directe, par rapport à d'autres utilisations.²³ Dans le cas des grains, pour la saison 1994/5, la proportion d'utilisation était : alimentation humaine directe, 50,2% ; alimentation animale, 35,9% ; autres utilisations, 15,9%. Pour 2007/8, la partie pour l'alimentation humaine directe aura diminué à 47,3% ; la consommation animale aura une légère diminution à 35,4%, tandis que les « autres utilisations » augmenteront à 17,3%.

Les changements peuvent paraître peu significatifs, mais c'est une tendance qui s'accroît de plus en plus : la production pour la consommation humaine augmente à un rythme annuel de 1%, alors que les « autres utilisations » le font à un rythme plus élevé, par l'influence des biocombustibles (rappelons que 80 millions de tonnes de maïs sont destinées à la production d'éthanol aux Etats-Unis).

Les subventions agricoles : le « libre commerce » ?

Le cadre du commerce international, dans lequel s'est accentuée la tendance à des marchés oligopolistiques et s'est développé l'agro-business, a été marqué par plusieurs mesures adoptées par les pays développés dans les décennies de 1980-1990.

Pendant ces années, les prix des matières premières alimentaires, tout comme celui du pétrole, sont restés bas et relativement stables.

²³ La FAO incluait dans le concept des « autres utilisations » la partie destinée aux semences, aux déchets et aux processus industriels. Il y a lieu d'y ajouter maintenant, évidemment, les biocombustibles. Les données ont été prises de Depósito de documentos de la FAO (www.fao.org).

Une partie de cette situation était due au fait que les gouvernements des pays de la Communauté européenne (aujourd'hui UE) et des États-Unis ont commencé alors à subventionner leurs producteurs agricoles pour les défendre de la concurrence avec des pays de moindres coûts. De cette manière, les prix internationaux étaient maintenus artificiellement bas : les agriculteurs européens et américains n'entraient pas au marché avec leurs véritables coûts de production parce qu'une partie de ceux-ci était couverte par ces subventions. En même temps, ces prix bas réduisaient les recettes des pays exportateurs.

Pour beaucoup de pays, la situation s'est aggravée dans les années 90 puisque l'impérialisme a imposé aux pays dépendants, à travers le FMI et la Banque Mondiale, l'élimination d'une grande partie des barrières douanières et la réduction de l'appui aux agriculteurs, comme condition pour renégocier la dette externe ou accorder de nouveaux crédits.²⁴ De leur côté, les pays impérialistes maintenaient la protection tarifaire pour beaucoup de leurs importations propres et augmentaient les subventions à leurs producteurs agricoles.

Le montant des subventions

Pendant les années 90, les gouvernements des États-Unis ont dépensé quelque 28 milliards de dollars annuels dans des subventions directes à leurs agriculteurs. En 2002, une loi promue par George W Bush a augmenté ce chiffre à 47. D'autre part, le budget annuel de l'Union européenne pour les subventions agricoles est de 45 milliards d'euros.²⁵ Il existe, en outre, des subventions indirectes, comme celle que nous avons signalée pour la production d'éthanol.

On calcule que les 30 pays les plus riches du monde destinent un total de 280 milliards de dollars par an à cette rubrique, ce qui représente 30% de la recette de ses agriculteurs.²⁶ Pour comprendre le poids de ce chiffre, voyons l'exemple du coton, même s'il ne s'agit pas d'une culture alimentaire : les États-Unis accordent à leurs producteurs pres-

²⁴ Le financement de la Banque Mondiale pour l'agriculture a diminué de 32% du total de prêts en 1976-1978, à 11,7% en 1991-1999 (FAO - Key statistics of food and agriculture external trade). Le résultat a été que « les frais dans l'agriculture comme une partie des frais publics totaux dans les pays en développement sont tombés à la moitié entre 1980 et 2004. » (The New Phase of Hunger, The Economist, 19/4/2008). Les deux données sont citées dans *Crisis alimentaria, hambruna mundial y agronegocios*.

²⁵ *Cultivando pobreza*, www.oxfam.com

²⁶ OECD Background Note: *Agricultural Policy and Trade Reform*

que 4 milliards de dollars de subventions par an, ce qui dépasse le PIB de Burkina Faso, un pays où deux millions de personnes dépendent du coton pour leur survie.

On discute depuis 1994 de l'exigence de la fin des subventions dans ce qu'on appelle le Cycle de Doha, propulsée par l'OMC, et cela sans aucune avancée, malgré l'insistante exigence de pays qui ne subventionnent pas leur production, comme l'Argentine, l'Australie, le Brésil et le Canada. Ou plutôt, « *alors que d'autres pays ont accompli leur partie, les Etats-Unis et l'Union européenne ont augmenté les subventions* », comme indique l'économiste américain Joseph Stiglitz dans *Commerce juste nul part*. En même temps, la fin possible des subventions et une réduction des barrières tarifaires a été l'élément central de l'opposition des agriculteurs américains à la formation de la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA - ALCA) et un des facteurs qui a contribué pour qu'elle ne soit pas mise en oeuvre.

Un résultat néfaste

L'action de ces politiques promues par l'impérialisme a eu des conséquences très graves : beaucoup de pays ont perdu toute possibilité de concurrencer et leur agriculture a commencé à être détruite. Nous avons déjà indiqué le cas du Mexique. Mais le plus grand impact concerne l'Afrique : le continent, jadis exportateur d'aliments, doit maintenant couvrir 25% de ses besoins par l'importation. Entre 1995 et 2004, le déficit alimentaire de l'Ouest du continent a augmenté de 81%, l'importation de céréales a augmenté de 102%, celle de sucre de 83% et celle de produits laitiers de 152%, alors que celle de viande aviaire s'est multipliée par cinq.²⁷

Le cas de Haïti est aussi exemplaire. Le pays a toujours cultivé du riz et, jusqu'à il y a vingt ans, les agriculteurs haïtiens en récoltaient quelque 170.000 tonnes par an, ce qui, avec d'autres aliments produits dans le pays, couvraient 95% de la consommation interne. Ces agriculteurs ne recevaient pas de subventions gouvernementales, mais étaient protégés par des tarifs douaniers. En 1995, comme condition préalable pour accorder un prêt indispensable, le FMI a exigé que le pays réduise le tarif pour le riz importé de 35% à 3%. Le résultat a été

²⁷ *African Agriculture and the World Bank: Development or Impoverishment?*, Kjell Havnevik, Deborah Bryceson, Lars-Erik Birgegård, Prosper Matondi & Atakilte Beyene

une entrée massive de riz américain qui, subventionné par son gouvernement, était vendue à la moitié du prix du riz haïtien (une pratique commerciale appelée dumping). Aujourd'hui, 75% du riz consommé dans le pays provient des Etats-Unis alors que des milliers d'agriculteurs riziers haïtiens ont perdu leurs terres et leurs moyens de subsistance. La même chose est arrivée pour d'autres productions agricoles et actuellement Haïti est un des pays avec une des plus grandes faiblesses alimentaires du monde.²⁸

Un autre résultat absurde du processus est que des millions de personnes meurent de faim dans des pays qui exportent des aliments. En Inde, par exemple, plus de 20% de la population souffre de faim chronique et 48% des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés. Toutefois, en 2004, le pays a exporté du riz pour plus de 1,8 milliards de dollars.²⁹

Quelques cas pourraient s'avérer comiques, s'ils n'exprimaient pas une réalité terrible : la Colombie, avec 13% de population sous-alimentée, fournit 62% de toutes les fleurs de cadeau vendues aux Etats-Unis, produites sur des terres qui étaient précédemment allouées à la production d'aliments destinés à la consommation interne.

Peu de pays exportateurs

De cette façon, la production de matières premières alimentaires pour l'exportation a tendance à se concentrer dans quelques pays : ceux qui présentent les avantages comparatifs plus importants ou ceux qui, comme les Etats-Unis, accordent de fortes subventions aux producteurs. Des exportations de blé, 80% proviennent de 6 pays, de même que 85% des exportations de riz, tandis que trois pays approvisionnent 70% du commerce international de maïs. Un panorama semblable existe dans les marchés de soja ou de viande. Il existe même une tendance à la « spécialisation » (c'est-à-dire à la monoculture) : l'Argentine se concentre de plus en plus sur le soja, le Brésil sur le soja et la canne de sucre; les Etats-Unis sur le maïs, etc. Ce processus sert de base à la centralisation oligopolistique, dont nous avons parlé sous le titre « Propriétaires des aliments », et il est à la fois réalimenté par cette centralisation.

²⁸ *Kicking Down the Door*, Oxfam International Briefing Paper, avril 2005

²⁹ Key statistics FAO

Une remarque s'impose toutefois. Le Brésil et l'Argentine qui ont de l'espace et un certain poids dans ces processus en profitent, ce qui s'est manifesté, par exemple, dans les taux de croissance de l'économie argentine durant les cinq dernières années. Mais leur développement est totalement colonisé et dépendant du marché mondial. En ce sens, ils peuvent être le « grenier du monde », de la même manière que la Chine en est l'« usine », mais ils n'en sont pas les propriétaires. C'est l'impérialisme qui se taillent « la part du lion », par le biais des grandes entreprises qui contrôlent les marchés alimentaires.

Une question centrale: la rente agraire

Jusqu'ici, nous avons vu comment ces processus se manifestent dans les différents segments du cycle production -industrialisation - commercialisation d'aliments. Nous allons maintenant aborder la question centrale qui les ordonne : le conflit pour s'approprier de la rente agraire.

Dans son analyse du fonctionnement de l'économie capitaliste, Marx expose d'abord le processus d'extraction de survaleur dans la production et comment cette survaleur représente la base du profit bourgeois. Ensuite, en analysant la circulation du capital dans son ensemble, il montre qu'il y a des mécanismes de transfert d'une partie de la survaleur extraite, entre différents secteurs bourgeois,

Un des mécanismes les plus importantes fonctionne à travers la rente agraire. La terre cultivable est un bien limité, tandis que sa demande et celle de ses produits croît constamment avec l'augmentation de la population et la demande croissante de matières premières pour l'industrie. Ceci permet que les propriétaires de terres fixent pour celles-ci, et pour leurs produits, un prix monopolistique, c'est-à-dire un prix au-dessus des coûts de production et de la valeur réelle que les terres contiennent.³⁰ « *Partout où les forces naturelles se prêtent à la monopolisation et assurent au bourgeois qui les emploie un surprofit [...] la personne dont le titre sur une partie du globe terrestre le ca-*

³⁰ Marx définit le prix monopolistique comme « *un prix uniquement déterminé par l'envie d'achat et la capacité de paiement des acheteurs, indépendamment du prix déterminé par le prix général de production ainsi que par la valeur des produits* » (Le Capital, Volume III, chap. 46).

*ractérise comme propriétaire de ces objets naturels, intercepte ce sur-profit au capital agissant, sous forme de rente. »*³¹

Il est vrai que la technique a permis d'étendre la « frontière agraire » en incorporant de nouvelles terres à la culture, et d'améliorer la productivité des terres existantes. La quantité continue toutefois à être limitée et la tendance au déséquilibre est maintenue, par la croissance industrielle et urbaine.

Pour comprendre mieux ce « déséquilibre », voyons les données que nous fournit une étude de la FAO : en 1991, il existait un déficit de 8,3% entre la production et la demande de céréales ; en 2010, ce déficit aura augmenté à 10,2% et en 2025 à 11,7%.

Il faut se rappeler qu'il s'agit de déséquilibres créés par le système capitaliste lui-même. Cette même étude reconnaît que la production mondiale d'aliments pourrait presque doubler en peu de temps si on utilisait de manière rationnelle et planifiée les ressources naturelles et les techniques disponibles.³²

Une analyse de la rente

La rente agraire se manifeste de deux manières différentes. La première, que Marx appelle *rente absolue*, est le résultat du caractère limité de la terre comme ressource naturelle. La seconde, qu'il appelle *rente différentielle*, a son origine dans la productivité plus grande ou plus petite des différents lots de terre et de leur distance différente aux centres de consommation. Comme la production des meilleures terres ne parvient pas à satisfaire l'ensemble de la demande, le prix des produits sur le marché est établi par le coût de production des pires lots. De cette manière, les meilleures terres (et aussi les moyennes) obtiennent une « rente additionnelle », qui a son origine dans la différence entre le prix de production le plus bas et le prix du marché.

Marx considère que la rente agraire a un caractère parasitaire sur les autres branches de la production parce qu'elle a son origine dans un facteur étranger à toute activité productive du propriétaire et sans aucun risque d'investissement. Le propriétaire se limite seulement « à exploiter l'évolution sociale et la misère ».

³¹ K. Marx, *Le Capital*, chap. 46

³² *Agricultural statistics and environmental issues* (FAO)

Par la suite, Marx indique qu'il existe deux relations différentes entre rente et prix monopolistique. Dans la première, qui a son origine dans le déséquilibre que nous avons analysé, c'est la rente qui crée le prix monopolistique. De cette manière, cette rente ou surprofit est considérée par son propriétaire, non comme quelque chose d'injuste mais comme un impôt à la « véritable valeur » de la terre. Dans la deuxième relation, la domination sur un secteur spécifique du marché permet à ceux qui la contrôlent de fixer un prix monopolistique, dans la mesure où, par nécessité ou par préférence, il existe des acheteurs disposés à le payer. Dans ce cas, c'est le prix monopolistique qui crée la rente.

A notre avis, sur l'actuel marché des denrées alimentaires, les deux processus sont combinés : il existe une « rente agraire pure » ainsi qu'une rente dérivée de la capacité des entreprises qui contrôlent le marché de fixer des prix monopolistiques. De cette manière, les deux rentes s'additionnent « en faisant monter » les prix et en formant une grande « rente agroalimentaire » objet de disputes.

Combien représente-t-elle ?

Quelle est la quantité totale de cette rente ? Elle est difficile à calculer dans son ensemble à cause de la quantité de matières premières alimentaires qui interviennent. C'est pourquoi, nous essayerons un calcul approximatif dans le secteur spécifique du grain.

Dans la saison 2001/2002, la tonne des différentes céréales était cotée entre 100 et 150 dollars. Nous allons supposer, bien que cela ne soit pas le cas, que ce prix ne contenait pas de fractions de rente agraire et/ou monopolistique et qu'il exprimait la valeur réelle de production. Actuellement, ces mêmes céréales sont cotées à des prix entre 400 et 600 dollars, sans aucune raison productive ou climatique qui justifie cette montée.

Même si nous considérons une certaine augmentation dans les coûts des facteurs de production et les effets de la dévaluation du dollar, nous pouvons estimer qu'entre 300 et 350 dollars par tonne représentent un composant de rente. Multipliés par les 2,2 milliards de tonnes produites dans le cycle 2007/8, cela nous donne une rente de 660 à 770 milliards de dollars par année, rien que dans le secteur céréalier ! Le gros morceau de cette rente est distribué entre les principaux ac-

teurs qui interviennent dans les différentes parties du processus, de manière proportionnelle à leur poids sur le marché : les producteurs qui font partie de l'agrobusiness, les fournisseurs de semences et de produits chimiques agricoles, les tradings, de même que les entreprises industrielles ou commerciales qui, de par leur capacité d'achat de matières premières, obtiennent des prix d'achat plus bas.

Sur cette base, ces entreprises obtiennent des profits fabuleux en constante augmentation. Dans le cas des tradings, la revue Grain informe qu'en 2007, par rapport à 2006, « *Cargill a augmenté ses profits 36%; ADM de 67 %; Bunge de 49% et Dreyfus de 77 % , tandis que les bénéficiaires de Monsanto ont augmenté de 44% »*. Le Financial Times complète cette donnée : dans le premier trimestre de 2008, les profits de Cargill ont augmenté de 86% par rapport à la même période de 2007.³³

Quelques conclusions

Nous pouvons donc résumer les processus les plus profonds du capitalisme impérialiste, qui forment la base fondamentale de la « crise alimentaire » et de l'augmentation des prix:

a) Le déséquilibre entre la quantité de terre cultivable / production agricole, d'une part, et la demande croissante des villes et de l'industrie, d'autre part, permet l'existence d'une rente agraire de caractère parasitaire qui se manifeste dans des prix monopolistiques.

b) L'existence de marchés internationaux oligopolistiques permet aussi la fixation de prix monopolistiques, qui se combinent avec le premier facteur et en aggravent les conséquences.

c) L'agrobusiness se concentre dans la production d'un petit nombre de produits très chers, indépendamment des nécessités de nourriture de la population mondiale, en déplaçant d'autres productions d'aliments et en poussant encore plus vers le haut les prix des matières premières alimentaires.

d) Un autre facteur important, qui doit être évalué à sa dimension réelle, est la quantité d'aliments que des millions de paysans déplacés de leurs terres ont cessé de produire.

³³ Cité par *Los ganadores del Tsunami*, Silvia Ribeiro, dans le journal argentin Página 12, 28/5/2008

e) Les subventions et autres « asymétries » du commerce mondial, promues par les pays impérialistes, ont détruit des millions de petites productions agricoles et ont renforcé cette tendance à la centralisation et les marchés oligopolistiques.

f) L'augmentation des prix des aliments et du nombre d'affamés dans le monde, d'une part, et les profits gigantesques et croissants des « propriétaires des aliments », d'autre part, sont ainsi les deux faces des mêmes processus du capitalisme impérialiste.

Un facteur additionnel: l'augmentation des prix du pétrole

Sur cette base plus profonde s'ajoutent d'autres éléments, externes au processus de production d'aliments, qui aggravent encore plus le cadre, comme l'augmentation du prix du pétrole. La tendance historique déclinante des réserves mondiales, la dépendance importatrice croissante des plus grands consommateurs (les pays impérialistes et la Chine) et l'instabilité politique au Moyen-Orient ont permis aux grandes entreprises pétrolières de promouvoir une hausse constante depuis 2003 (de 20 dollars le baril à plus de 120).³⁴

Cette réalité influence les prix agricoles de deux manières. D'une part, le coût des facteurs de production d'origine pétrolière (carburant pour les machines, engrais, etc.) augmente. D'autre part, la demande de matières premières alimentaires destinées aux biocarburants augmente, ce qui augmente les prix de ces matières premières et, à la fois, en diminue le pourcentage de la production totale qui sera destiné à la consommation humaine.

La crise économique aggrave tout

Dans la seconde moitié de 2007, les premiers symptômes d'une crise économique internationale, avec épïcêtre aux Etats-Unis, se sont manifestés ouvertement. Suivant un raisonnement simpliste, il serait logique que les prix des aliments tendent à baisser face à une perspective récessive ou, au moins, une perspective de frein du cycle de croissance économique mondiale entamée en 2003. La réalité s'est cependant révélée être le contraire : depuis leurs premières manifestations (la fin de la « bulle spéculative » sur le marché immobilier des Etats-

³⁴ Dans le marché pétrolier, il y a un phénomène semblable à celui de la rente agraire, que nous analysons dans l'article sur le revenu pétrolier dans *Marxismo Vivo* 12, novembre 2005.

Unis), les prix des aliments ont continué à augmenter à une vitesse encore accrue.

Cette contradiction apparente s'explique par deux raisons. La première est de caractère plutôt conjoncturel : une partie des capitaux qui spéculaient sur le marché immobilier se sont tourné maintenant vers les commodities, en particulier le pétrole et les grains, créant ainsi une nouvelle « bulle spéculative » qui en augmente artificiellement la demande et les prix. Dans les derniers neuf mois de 2007, le volume de capitaux investis sur les marchés agricoles a été multiplié par cinq dans l'Union européenne et par sept aux Etats-Unis.³⁵ Selon le consultant financier américain Lehman Brothers, dans les derniers mois de 2007, entre 150 et 270 milliards de dollars se sont orientés vers la spéculation sur les prix à terme des matières premières agricoles, et 40 autres milliards s'y sont ajoutés pendant le premier trimestre de 2008.³⁶

Bien que la tendance historique des prix des commodities dépende de la relation entre la production et la demande de l'ensemble du monde, les marchés internationaux opèrent sur la base de la fraction qui transite par le commerce extérieur (dans le cas des céréales, entre 15 et 20% du total). C'est pourquoi, une augmentation soudaine dans cette demande spécifique, comme celle provoquée par l'arrivée de ces capitaux spéculatifs, peut provoquer une forte augmentation conjoncturelle des prix, qui influencera aussi toutes les opérations. Le caractère de « casino de jeux », que le marché mondial d'aliments avait déjà acquis avec le système des « contrats à terme », s'accroît de cette façon.

La seconde raison est plus profonde : l'augmentation du prix des aliments est une des manières par lesquelles les bourgeoisies nationales et impérialistes essayent de décharger sur les travailleurs le coût de la crise économique. D'abord, c'est une façon de récupérer les 600 milliards de dollars que les pays impérialistes ont déjà dépensés dans leur tentative de freiner ou d'atténuer la crise financière mondiale. D'autre part, comme un aspect essentiel, la montée de prix des aliments, et l'inflation en général, diminuent la valeur réelle des salaires payés aux travailleurs. La bourgeoisie obtient ainsi une augmentation de la

³⁵ *Le prix des céréales explose*, Dominique Baillard, Le Monde Diplomatique, mai 2008

³⁶ Cité dans l'article *La burbuja alimentaria*, Andreu Marti, Argenpress, 2/6/2008

masse de survaleur réelle extraite, qui l'aide à atténuer la chute du taux de profit, une chute qui est à la base de la crise économique.

De cette manière, pour les travailleurs et les masses, le débat sur la crise économique, sa dynamique et sa profondeur, n'est pas quelque chose d'abstrait ou d'académique. Il se manifeste déjà de manière frappante dans la réalité quotidienne, à travers la diminution de la quantité et la qualité d'aliments qu'ils peuvent acheter ou, directement, à travers l'impossibilité d'accéder à une quantité minimale nécessaire pour la subsistance, et à travers la faim. Nous avons déjà indiqué que c'est cela la contrepartie nécessaire aux profits fabuleux et croissants des « propriétaires des aliments ». Il s'agit d'une manifestation nouvelle et terrible de la loi de la misère croissante énoncée par Marx au 19^{ème} siècle.

Dans un autre article de ce dossier, nous traiterons plus en profondeur le grave sujet de la faim dans le monde. Nous voulons seulement anticiper ici la conclusion principale : le capitalisme impérialiste ne peut pas résoudre le problème de la faim dans le monde, parce que c'est le système lui-même, avec ses lois de fonctionnement, qui en est à l'origine et qui en profite. C'est pourquoi, le dépassement de la faim pourra seulement être atteint avec la destruction de ce système et son remplacement par un système d'économie centrale planifiée, qui utilise rationnellement les ressources existantes et s'organise au service de la satisfaction des nécessités de base des travailleurs et des peuples du monde.

La rébellion des affamés

Alejandro Iturbe

Dans l'article principal de ce dossier, nous analysons les processus et les facteurs qui se sont combinés pour provoquer la hausse continue et croissante des prix des aliments, ce qui a mené à des rébellions et des soulèvements des masses les plus pauvres de nombreux pays, c'est-à-dire « la rébellion des affamés ».

Nous voulons en aborder ici deux aspects, qui sont différents mais liés : d'une part, la situation de la faim dans le monde sous le capitalisme impérialiste, et d'autre part, la signification politique de cette rébellion.

L'humanité a toujours été affectée par la faim. C'est-à-dire, qu'au cours de son histoire, il y a toujours eu une partie de l'humanité qui ne pouvait pas accéder à une alimentation minimale suffisante pour sa subsistance. En outre, périodiquement, cette situation était aggravée par des « famines » provoquées par des catastrophes naturelles, des pestes ou des guerres qui affectaient la production d'aliments. Mais il s'agissait toujours d'une faim qui avait son origine dans la pénurie : il n'y avait pas assez de nourriture pour tous, et la lutte entre des classes et des secteurs de classes définissait comment ces aliments insuffisants étaient distribués.

Le capitalisme a donné lieu à une nouvelle façon de provoquer la faim : il a créé la capacité de produire des aliments pour tous les habitants de la planète (et même plus), mais sa propre dynamique de fonctionnement (centrée sur le profit individuel de la bourgeoisie) et les politiques et les mesures que les gouvernements adoptent pour soutenir et défendre ce profit, font que le capitalisme produit une multitude croissante d'affamés et, qu'en même temps, il retire un bénéfice de cette réalité. C'est la célèbre « loi de la misère croissante », formulée par Marx dans *Le Capital*.

L'échec de la « bataille contre la faim »

Voyons les processus les plus récents. Les politiques « de libération du commerce mondial » et « d'élimination d'obstacles étatiques au développement économique », appliquées dans les années 90 par les

gouvernements des pays dépendants et colonisés, comme partie d'une offensive généralisée de l'impérialisme, ont donné lieu à une importante augmentation de la pauvreté, de la misère et de la faim dans ces pays.

Dans la première moitié de cette décennie, la FAO calculait que quelques 900 millions de personnes souffraient de faim dans le monde, sur une population évaluée à 5.400 millions (une personne sur six).

Préoccupé par les possibles conséquences politiques, l'impérialisme a lancé en 1994, à travers plusieurs organismes de l'ONU, le soi-disant Plan Alimentaire Mondial (PAM), dans une tentative d'atténuer la situation. Le PAM, souvent mis en oeuvre à travers des ONGs, consiste en des « aides alimentaires » et un certain appui aux petits agriculteurs des pays les plus pauvres et d'une plus grande « faiblesse alimentaire ».

Il s'agit des « LIFDC » (Low Income Food-Deficit Countries - Pays de bas revenus et de déficit alimentaire), qui n'avaient pas de possibilités par eux-même de combattre la faim.³⁷ L'objectif était de réduire de moitié la quantité absolue d'affamés en 2020. Les résultats du plan, bien que celui-ci ait permis quelques avancées, ont été en-dessous des prévisions : à la fin de 2006, le nombre d'affamés avait baissé à 796 millions, mais on a dû reprogrammer l'objectif pour 2030.

Toutefois, la hausse permanente du prix des aliments a balayé d'un revers de la main même ces objectifs modestes. La FAO elle-même affirme que, dans les derniers mois, plus de cent millions de personnes se sont ajoutées à celles qui souffrent de la faim, et qu'à la fin de cette année, le chiffre total sera de 1.000 millions. En même temps, la FAO lance des appels désespérés pour augmenter le budget et les ressources du PAM. Autrement dit, 14 ans après son début, le plan fait face à un échec total. La récente réunion de présidents, organisée par la FAO et l'ONU à Rome, a été un nouvel échantillon de cet échec : au milieu d'accusations croisées, la réunion s'est terminée sans aucune résolution importante, et la FAO est restée avec un budget dix fois plus petit que celui dont elle aurait besoin pour entamer la moindre action sérieuse.

³⁷ La liste des LIFDCs est composée de 82 pays (44 de l'Afrique, de 22 de l'Asie, 9 d'Amérique latine, 4 d'Océanie et 3 de l'Europe) et elle nous offre une véritable « carte de la faim » puisque ces pays concentrent près de 90% des affamés du monde. Source: www.feedingminds.org.

Face à cette situation, on dirait que le Manifeste Communiste a été écrit, non il y a 160 ans, mais tout récemment : la bourgeoisie « *ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.* »

« Debout les forçats de la faim »

Pour les travailleurs et les masses de beaucoup de pays, la « crise alimentaire » n'est pas une « donnée statistique ». Il ne s'agit même pas de la perspective de manger un peu moins ou de manger une nourriture de moindre qualité. Pour eux, cette hausse des prix signifie une condamnation à mourir d'inanition. La « rébellion des affamés » représente alors une véritable bataille de vie ou de mort. Pour les masses d'autres pays, la perspective immédiate n'arrive peut-être pas aussi grave, mais elle représente bel et bien l'alternative de combattre ou de descendre plusieurs échelons dans la pauvreté.

Parmi les soulèvements et les rébellions de mars et avril derniers, on a souligné ceux du peuple haïtien qui, avec la faim, fait face en outre à l'occupation militaire du pays par les « casques bleus » de l'ONU. Il y a aussi ceux d'Égypte, dirigés par des milliers de travailleurs du textile de la ville d'Al Mahalla, et ceux du Sénégal et du Burkina Faso, où la classe ouvrière a été au centre des rébellions. Ces luttes marquent le chemin et montrent la nécessité urgente que la classe ouvrière du monde entier donne une réponse ferme de lutte contre le capitalisme pour sa propre survie physique.

Quelque part, il semble que résonne la phrase de l'Internationale avec son appel à mettre « debout les forçats de la faim ». C'est une crainte qu'ont déjà exprimée certains des analystes les plus lucides de l'impérialisme comme, par exemple, cet éditorialiste d'une importante revue américaine : « *L'idée que les masses affamées descendent dans la rue, poussées par leur désespoir, et qu'elles renversent l'ancien régime, a paru incroyablement étrange depuis que le capitalisme a triomphé de manière tellement décisive dans la Guerre Froide. [...] Et malgré cela, les titulaires du mois dernier suggèrent que l'augmenta-*

tion brutale des prix des aliments menace la stabilité d'un nombre croissant de gouvernements partout dans le monde. [...] Quand les circonstances rendent impossible de nourrir leurs enfants affamés, des citoyens normalement passifs peuvent se transformer rapidement en des militants qui n'ont rien à perdre. »³⁸

Le capitalisme ne peut pas résoudre le problème de la faim dans le monde

Ce n'est donc pas par hasard qu'en même temps que les gouvernements des pays où avaient lieu les rébellions les réprimaient féroce-ment, les organismes internationaux (le FMI, la Banque Mondiale et l'ONU) et les gouvernements impérialistes eux-mêmes manifestent leur « préoccupation profonde » et la nécessité de discuter et d'adopter des mesures.

Ce sont des « larmes de crocodile » de la part de ceux qui défendent les intérêts des entreprises qui bénéficient de cette crise, ou d'organismes qui ont imposé aux pays dominés les politiques économiques qui ont créé les conditions de la manifestation de cette crise. Comme l'indique l'article que nous avons cité, cette préoccupation fait état, essentiellement, de la peur que cette « rébellion des affamés » s'étende et menace de secouer le monde dans ses fondations.

Toutefois, dans le meilleur des cas, leurs propositions se limitent à répéter la formule de « l'aide humanitaire » qui a déjà montré son échec, un mécanisme qui est incapable de résoudre le problème de la faim dans le monde parce qu'il ne modifie pas les causes profondes qui le produisent, ni se propose de le faire. Dans ce cadre, les déclarations et les demandes d'aide d'organismes, comme la FAO, s'avèrent complètement pathétiques.

Dans les années 90, après la chute de l'URSS et la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers, le capitalisme s'est déclaré historiquement « triomphant », comme étant le seul système économique social capable d'améliorer le niveau de vie de l'humanité. Malgré ce triomphalisme, « la loi de la misère croissante » a continué à exister et à faire des ravages. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à sa pire perspective : la faim croissante qui affecte des centaines de millions d'habitants de la planète.

³⁸ How Hunger Could Topple Regimes, Tony Karon, Time, 11/4/2008

C'est pourquoi, à peine quelques années après ce « triomphe », la « crise alimentaire » nous montre l'extrême dégradation et l'inhumanité à laquelle peut conduire le capitalisme impérialiste, un système qui n'est même pas capable de garantir le plus élémentaire des droits humains - de la nourriture pour tous les habitants de la planète - et qui condamne des centaines de millions de personnes à mourir de faim. C'est un système qui, malgré toutes les avancées technologiques, provoque un véritable génocide en plein 21^{ème} siècle. Nous n'exagérons pas : l'ONU informait, avant d'évaluer les effets qu'aura l'actuelle crise, que 20 millions de bébés naissent annuellement avec des insuffisances physiques, en raison de la mauvaise alimentation de leurs mères, et que 18.000 enfants meurent quotidiennement de faim.

Tant que la production et la commercialisation d'aliments seront contrôlées par les grands groupes internationaux et les grands spéculateurs, ce ne sera pas possible de changer cette situation. De grands profits pour peu de gens et la faim pour beaucoup, voilà les deux faces de la même monnaie. L'alternative est claire : la voracité de profits de quelques capitalistes ou les nécessités et la vie de centaines de millions de personnes.

Seule un système d'économie centrale planifiée, qui utilise rationnellement les ressources existantes et s'organise au service de la satisfaction des nécessités de base des travailleurs et des peuples du monde, pourra définitivement mettre un terme à la faim dans le monde. Pour cela, il est nécessaire d'exproprier les grands propriétaires et toutes les grandes entreprises qui dominent l'économie mondiale et, dans ce cas concret, les « propriétaires des aliments ». C'est pourquoi, nous réaffirmons notre conviction de la nécessité indispensable et urgente de la révolution socialiste internationale pour liquider le système capitaliste impérialiste.

Biocarburants : la bio-faim pour l'humanité

Eduardo Montes

Pendant que nous combattons pour cette perspective, nous devons être conscients que les affamés du monde ont besoin de réponses immédiates pour pallier à leur situation angoissante, et ces travailleurs, qui voient la faim et la misère comme une menace de plus en plus proche, en ont besoin eux aussi. La classe ouvrière et les masses du monde ne peuvent pas attendre passivement face à cette réalité : ils doivent combattre pour leur survie physique. C'est pourquoi, il est indispensable que, dans cette lutte, la classe ouvrière se mette à la tête de toutes les masses pauvres pour les diriger.

La tentative de contrôler l'approvisionnement et le marché mondial d'hydrocarbures, de la part des Etats-Unis, se manifeste par des guerres et des coups d'Etat pour piller les pays producteurs, ce qui donne lieu à des conflits politiques et militaires aigus. L'occupation de l'Iraq, les processus révolutionnaires en Bolivie en 2003 et 2005, ou le putsch contre Chavez en 2002, en sont l'expression maximale. En 2002, le prix du baril de pétrole sur les marchés internationaux oscillait autour de 20 dollars. Aujourd'hui, il vaut plus de 140 dollars et la tendance est toujours à la hausse, avec un impact évident sur l'économie mondiale.

Des géologues et des spécialistes discutent sur la quantité de réserves en pétrole et en gaz naturel qui nous restent sur la planète, sur le nombre d'années qu'elles dureront et sur la nécessité de préparer une alternative pour la « matrice énergétique » actuelle de production et de consommation. C'est l'enjeu qui se trouve au centre de la réalité économique et politique du présent, et des perspectives pour l'humanité dans les prochaines décennies.

Les nations appartenant à l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) consomment 56% de l'énergie

de la planète et doivent trouver un substitut pour le carburant fossile, le principal responsable du changement climatique global à travers l'émission de CO₂ et autres gaz à effet de serre.

L'industrie, les gouvernements et les scientifiques qui promeuvent le biocarburant, affirment qu'il servira comme alternative au pétrole qui s'épuise, en mitigeant le changement climatique au moyen de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en augmentant le revenu des agriculteurs, et en promouvant le développement rural. Toutefois, des recherches et des analyses, réalisées par des écologistes respectés et des scientifiques, suggèrent que le boom de l'industrie du biocarburant, à grande échelle, sera désastreux pour les agriculteurs, l'environnement et la préservation de la biodiversité, ainsi que pour les consommateurs, particulièrement les pauvres.

La conception de l'énergie dans le capitalisme

Dans le capitalisme, l'énergie requise pour soutenir la vie est conçue comme une marchandise de plus. Cette logique mène à une dénaturalisation aberrante : les aliments sont transformés en ressources énergétiques, sous le regard irrationnel d'une civilisation qui, pour soutenir la richesse et les privilèges de quelques-uns, déclenche une attaque brutale contre les conditions qui ont permis l'apparition de la vie sur Terre, dont la possibilité de fournir de la nourriture.

L'Administration Bush développe significativement les biocarburants pour réduire sa dépendance au pétrole étranger. (Les Etats-Unis importent 61% de leur consommation en pétrole brut.) L'éthanol, provenant du maïs et du soja, constitue 99% de tous les biocarburants utilisés aux Etats-Unis (le premier producteur mondial d'éthanol, à partir du maïs, avec une production de 28 milliards de litres en 2007). Si les Etats-Unis destinaient l'actuelle production de maïs et de soja à des biocarburants, elle remplacerait seulement 12% de la demande nationale d'essence et 6% de la demande de gas-oil.³⁹ Dans ces conditions, et face au risque d'une future « crise alimentaire » sur leur territoire, les Etats-Unis et l'Union européenne concentrent la production de cette matière première dans les pays semi-coloniaux.

³⁹ Elizabeth Bravo & Miguel A. Altieri, *La tragedia social y ecológica de la producción de biocombustibles agrícolas en las Américas*, 29/04/2007

Des terres destinées à la production... de faim

La culture massive de maïs, de canne à sucre, de soja, de palmiers et d'autres cultures promues par les monopoles agro-énergétiques - tous génétiquement modifiés - ne réduisent pas les émissions de gaz à effet de serre, mais elles expulsent des milliers d'agriculteurs, en liquidant l'indépendance alimentaire de beaucoup de pays et de continents entiers comme l'Amérique latine, et en accélérant la déforestation et la destruction de l'environnement dans le Sud Global. Des millions d'hectares destinés à la culture pour l'alimentation humaine sont réorientés vers la production massive de biocarburants. Voyons quelques données : les Nations Unies informent que, dans le dernier quinquennat, toute l'expansion de la culture de maïs des Etats-Unis a été absorbée par le programme de fabrication d'éthanol, ce qui fait que les réserves globales ont diminué et les prix ont été mis sous pression. C'est la même chose pour les alternatives comme le soja, le tournesol ou le riz.

Selon la revue médicale britannique *The Lancet*, le volume de « maïs » consommé actuellement par les véhicules dans ce pays couvrirait les besoins d'importation de 82 pays où manque la nourriture.

- L'Union européenne souhaite, qu'à la fin de l'année prochaine, 2% du pétrole utilisé actuellement provienne du bio-diesel, chiffre qui devrait monter à 6% pour 2010 et à 20% pour 2020. Pour atteindre l'objectif de 6% en 2010, 23 millions d'hectares devraient être consacrés à la production du bio-diesel. Pour avoir une idée de ce que cela représente, rappelons que la surface cultivée dans l'Union européenne était de 48 millions d'hectares en 2001. On emploie donc la moitié des terres cultivables pour produire 6% du carburant. C'est inacceptable.

- Au Mexique, il faudrait consacrer 120 millions d'hectares à la monoculture de biocarburants pour remplacer l'énergie équivalente à la production mexicaine de pétrole. Et le territoire n'a qu'environ 22 millions d'hectares disponibles pour la culture, dont une bonne partie est déjà consacrée à la production d'aliments.

- Pour produire 10,6 milliards de litres d'éthanol de maïs, les USA utilisent autour de 3,3 millions d'hectares de terres, qui à leur tour demandent massivement de l'énergie pour être fertilisées et débroussaill-

lées et pour la récolte.⁴⁰ Ces 10,6 milliards de litres d'éthanol fournissent seulement 2% de l'essence utilisée annuellement par les automobiles aux Etats-Unis.

- Le Brésil a produit de la canne à sucre pour le carburant d'éthanol depuis 1975. En 2005, il y avait 313 usines de production d'éthanol avec une capacité de production de 16 milliards de litres. Le Brésil est le plus grand producteur de canne à sucre au monde, et produit 60% du total mondial d'éthanol de sucre, avec des cultures de canne de 3 millions d'hectares.⁴¹

- Les Etats-Unis sont le plus grand importateur d'éthanol brésilien, avec 58% du total de sa production en 2007. Cette relation commerciale a été renforcée par l'accord avec l'administration Bush. Loin d'être de bonnes nouvelles, si la proposition de Bush sur la norme de carburant de sources renouvelables, pour l'éthanol, devait être atteinte avec la canne à sucre brésilienne, le Brésil devrait augmenter sa production de 135 milliards de litres par an. Ce pourquoi, il est probable que quelques 60 millions d'hectares de bois seront sacrifiés dans le futur proche. Les nouvelles cultures occuperont de nouvelles surfaces qui impliqueront probablement une déforestation comparable à celle de la région de Pernambuco, où il reste seulement 2,5% de la couverture boisée originelle.

- Les biocarburants sont en train d'entamer un nouveau cycle d'expansion et de dévastation dans la région du Cerrado, où la surface plantée est en expansion rapide et où on prévoit que, pour l'année 2030, il ne restera déjà plus rien de sa couverture végétale naturelle. L'Amazonie aussi est menacée. L'ingénieur chimique brésilien Expedito Parente, propriétaire du premier brevet enregistré dans le monde pour produire du bio-diesel à échelle industrielle, a déclaré : « Nous avons 80 millions d'hectares en Amazonie qui vont en faire l'Arabie Saoudite du bio-diesel. »⁴²

- Mauricio García, coordinateur de la campagne « Semences d'identité » de Swissaid en Colombie, a mentionné que, dans son pays, 192.000 hectares de canne à sucre et 301.000 hectares de palmiers à

⁴⁰ Ethanol Production Using Corn, Switchgrass, and Wood; Biodiesel Production Using Soybean and Sunflower, David Pimentel and Tad W. Patzek, Natural Resources Research, Vol. 14, No. 1, March 2005

⁴¹ Jason World Energy (2007)

⁴² ATTAC - Madrid

huile sont destinés à la fabrication de biocarburants. En 2006, 800.000 hectares de terre (18% du total national) ont été destinés à l'ensemencement de produits destinés à la transformation en biocarburant. Il précise que la surface sera portée à 921.000 hectares vers 2010.

- Le taux de déforestation en Argentine est six fois supérieur à la moyenne mondiale. La coupe a détruit plus de 1 million d'hectares, la plupart pour la culture de soja. Les données officielles proviennent de la Direction Forêts de la Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable de la Nación (SAyDS - Secrétariat atmosphère et développement soutenable de la nation). En contradiction avec les recommandations scientifiques et environnementales, de plus en plus de forêts sont détruites dans ce pays, et cela à une vitesse accélérée : entre 2002 et 2006, la déforestation a augmenté de presque 42% par rapport à la période de 1998 à 2002.

- La situation est similaire en Equateur où, au début de 2007, le Ministère de l'Agriculture a annoncé que 100.000 hectares de terres cultivables seraient destinées à la production de canne à sucre et de palmiers à huile, pour fabriquer des biocarburants. Entre-temps, seulement dans le Nord-Ouest du pays, les forêts tropicales qui subsistaient dans la zone ont été détruites, pour faire place à des plantations de palmiers, ce qui signifie une menace sérieuse pour les communautés afro-équatoriennes de la région, selon Swissaid.⁴³

Une agriculture sans paysans

Le modèle actuel, de monoculture, signifie la destruction de l'agriculture paysanne. La production de biocarburants, avec l'adoption généralisée de semences OGM⁴⁴, modifie la structure et l'histoire de l'agriculture établie depuis ses débuts, il y a 10.000 ans. Alors que l'agriculture familiale donne lieu à 35 emplois par 100 hectares, les chiffres sont de 10 pour le palmier à huile et la canne à sucre, et seulement 0,5 pour le soja.

Ce modèle destructif - qui aboutit invariablement à des famines - se reproduit d'un pays à l'autre et la disparition de l'économie paysanne s'étend à l'échelle mondiale. Il mène à l'expulsion de communautés indigènes (en Indonésie, en Papouasie Nouvelle Guinée, en Amérique

⁴³ Fondation suisse de coopération au développement

⁴⁴ Organismes (semences) génétiquement modifiés

latine) et d'afro-descendants et de petits paysans, de manière brutale. Dans le cas de la Colombie, cela se fait avec l'aide de l'armée et des paramilitaires, qui n'hésitent pas à massacrer les gens.

Le résultat est un exode urbain énorme, qui agrandit les zones de quartiers marginaux dans les grandes et moyennes villes, ainsi qu'une migration internationale par manque d'emploi rural. La violence utilisée pour obliger les paysans et les communautés à abandonner leurs territoires a provoqué l'émergence de mouvements de résistance armée en Indonésie, et est à l'origine d'une grande partie du phénomène des déplacés en Colombie, évalué à plus de trois millions de personnes.

L'expérience des nations comme l'Argentine, où a été imposée une monoculture dictée par le marché international, est très claire. Cela implique le déplacement de centaines de milliers de petits et moyens producteurs, l'expulsion vers la ville, le chômage forcé de tous ceux qui n'ont pas la possibilité de cultiver de grandes étendues pour obtenir les bénéfices de l'économie d'échelle, de tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour acquérir les machines spécialisées ou les technologies exigées. Cela implique aussi le déplacement de ceux qui se sont endettés pour les acquérir et qui, par la suite, ont été vaincus par la compétitivité des grands « pools » d'ensemencement.

Conclusions

Les Etats-Unis et son partenaire privilégié en Amérique latine, le gouvernement Lula, ont ratifié leur intention de doubler les surfaces énormes déjà consacrées à la production de biocarburants. L'Europe aussi a fait savoir son intention de développer ces produits de substitution. Les conséquences seront tragiques, et le pire reste à venir.

La souveraineté alimentaire est un droit inaliénable des peuples. Aucun autre droit n'est plus important. La pauvreté et la faim ne sont pas des fatalités, mais des conséquences directes d'un système économique inhumain et destructif qui viole le droit à la vie des damnés de la Terre.

La crise énergétique a fourni l'occasion pour la formation d'alliances mondiales puissantes entre les entreprises du pétrole, des grains, de l'ingénierie génétique et de l'industrie automobile. Ces nouvelles alliances décident le futur des paysages agricoles du monde. L'essor des biocarburants consolidera encore plus leur domination sur nos ali-

ments et nos systèmes de carburants, et il leur permettra de déterminer ce qui est produit, comment et en quelle quantité, avec le résultat de davantage de pauvreté rurale, davantage de destruction environnementale et davantage de faim.

Les bénéficiaires finaux des biocarburants seront les grands monopoles, dont Cargill, ADM et Bunge ; les compagnies pétrolières comme BP, Shell, Chevron, Neste Oil, Repsol et Total ; les entreprises automobiles comme General Motors, Volkswagen AG, FMC-Ford France, PSA Peugeot-Citröen et Renault ; et les géants de la biotechnologie comme Monsanto, DuPont et Syngenta.

Cette production est inacceptable du point de vue politique et social, sous peine de provoquer un authentique génocide à travers la planète. Il est urgent de mettre un terme à cette course folle qui nous mène à un monde d'affamés, dont nous, les travailleurs, les paysans pauvres et les secteurs populaires, en souffrons des conséquences. Nous sommes ceux qui peuvent donner à la terre une utilisation équilibrée en fonction de nos nécessités, et inverser cette trajectoire impitoyable.

Cela commence par arracher aux monopoles et aux propriétaires fonciers la propriété de la terre, en imposant une réforme agraire radicale et en nationalisant sous contrôle des travailleurs les moyens de production énergétiques, comme les champs et les raffineries.

La restauration capitaliste en Chine

Marcos Margarido



Le monde s'étonne du développement économique accéléré de la Chine. A ce sujet, le président chinois Hu Jintao a déclaré, à l'occasion du 17^{ème} Congrès du Parti Communiste de la Chine (PCCh) : « *Il y a 30 ans, la République Populaire de Chine entamait son expérience d'ouverture et de réformes. Entamée en 1978, elle se manifeste dans des options cruciales qui déterminent le destin de la Chine contemporaine. Il y a eu des changements historiques pour la Chine socialiste.* » L'objectif de cet article est de montrer que de tels changements historiques ont été le dernier acte de la bureaucratie chinoise en direction de la restauration capitaliste.

Une situation d'instabilité sociale

En novembre 1978 est apparu, parallèlement au conflit à l'intérieur du PCCh pour la succession de Mao, entre le « réformiste » Deng Xiaoping et Hua Guofeng,⁴⁵ un mouvement d'avant-garde dans les principales villes de la Chine, consacré à la rénovation démocratique du système social et politique chinois. Le Mouvement Démocratie a été formé, principalement par la jeunesse ouvrière et estudiantine de ce qu'on a appelé la « génération perdue », créée par la Révolution Culturelle.⁴⁶ Le mouvement se manifestait à travers les *dazibaos* (journal mural), placés sur le Mur de la Démocratie, et plusieurs périodiques et bulletins de groupes politiques et littéraires, qui réunissaient tous les jours des milliers de personnes sur la Place Tiananmen.

Parallèlement à ce processus de floraison théorique - basé pour la plupart sur le marxisme -, un grand nombre de paysans affamés de toutes les parties de la Chine ont commencé à arriver à Pékin, avec le retour illégal d'étudiants qui avaient été envoyés à la campagne pour leur « rééducation » et qui exigeaient la régularisation de leurs visas de résidence. En janvier 1979, une grande mobilisation à Pékin exigeait la fin de la faim et de l'oppression, ainsi que la démocratie et les droits humains. En février, le principal chemin de fer de Shanghai a été bloqué par les étudiants sans visa. Ces mouvements se sont unifiés dans les mobilisations et dans l'autodéfense. Chaque fois qu'un dirigeant était arrêté, les publications du Mouvement Démocratie le défendaient, ce qui réalimentait les luttes.

Initialement, le secteur de Deng, qui avait lancé le « mouvement pour l'émancipation de l'esprit » au début de 1978, tolérait le Mouvement Démocratie et l'utilisait pour renforcer le conflit interne dans le parti. Mais après que sa position avait eu gain de cause lors de la 3^{ème}

⁴⁵ Mao Zedong, mort en 1976, est le principal dirigeant de la révolution chinoise de 1949 et du PCCh. Deng Xiaoping, membre de la « vieille garde » du PCCh, séparé du parti lors de la Révolution Culturelle et réhabilité en 1973, était vice-premier ministre en 1976. Il est sorti vainqueur de la lutte interne contre la « bande des quatre » pour la succession de Mao. Hua Guofeng, indiqué par Mao comme son successeur, était le représentant de la « gauche » du parti.

⁴⁶ La Révolution Culturelle (1966-1976) est le fruit de la théorie maoïste de la continuité de la lutte de classes dans le socialisme, pour justifier l'élimination de membres des neuf « catégories sociales indésirables » : les anciens grands propriétaires terriens, les anciens paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments, les gens de droite, les renégats, les espions, les révisionnistes et les intellectuels. Elle avait pour but de canaliser la mobilisation de la jeunesse estudiantine - les gardes rouges - pour combattre les secteurs bureaucratiques contraires à Mao.

session plénière du Comité Central en décembre, et que les mobilisations prenaient de l'ampleur, il a commencé à le caractériser comme une « menace à la stabilité et à l'unité ».⁴⁷ A partir d'avril 1979, quand quelques publications ont commencé à mettre en question Deng lui-même, les activistes ont commencé à être mis aux arrêts et à être condamnés à des peines qui allaient jusqu'à 15 ans de prison. En octobre, le Mur de la Démocratie a été fermé. En même temps, une ombre de liberté démocratique a été lancée, quand les élections pour les organes locaux du Congrès National du Peuple ont été approuvées.

C'est dans ce contexte que Deng Xiaoping a commencé à mener une politique « d'ouverture au monde occidental » pour faire face à la crise économique et politique grave qui s'abattait sur le pays, après 10 années de chaos social provoqué par la Révolution Culturelle.

Les quatre modernisations

Deng entame les « changements historiques pour la Chine socialiste » avec une nouvelle théorie, qui allait être considérée par le PCCh comme une continuité de la pensée maoïste. Il s'agit, en résumé, de la condamnation de la lutte de classes comme le moteur de l'histoire et du dépassement du premier stade du socialisme au moyen du développement des forces productives, dans une société harmonieuse où tous, travailleurs, paysans et « entrepreneurs » font partie de la classe laborieuse.

En termes pratiques, des mesures connues comme les « quatre modernisations » - de l'agriculture, de l'industrie, de l'armée, de la science et la technologie - ont été appliquées. L'objectif officiel était de fortifier le socialisme à travers quelques mécanismes de marché pour dynamiser l'économie, en instituant le soi-disant « socialisme de marché ».

Ces mesures ont été comparées avec la Nouvelle Politique Economique (NEP), mise en oeuvre par les bolcheviques en URSS en 1921, quand des mesures de caractère capitaliste ont été adoptées dans la sphère de la distribution, principalement l'achat d'aliments et de matières premières pour l'industrie, en substitution à la réquisition forcée de la période du « communisme de guerre ». Mais en URSS, les bases

⁴⁷ Robin Munro, Chen Erjin and the Chinese Democracy Movement, dans Chen Erjin, *China: Crossroads to Socialism*, Verso Editions, 1984.

fondamentales de l'Etat Ouvrier - la propriété collective des moyens de production, la planification centralisée et le contrôle étatique du commerce extérieur - ont été maintenues.

En Chine, les mesures adoptées en 1978 ont eu l'objectif de fortifier l'économie capitaliste, en profitant des bases socialistes de l'Etat. Quatre Zones Economiques Spéciales ont été créées dans la région côtière du sud, à partir d'investissements étrangers, où a été éliminé le contrôle étatique du commerce extérieur. Les communes rurales ont été dissoutes avec l'introduction du système de responsabilité familiale et l'établissement d'un marché agricole. En même temps que la dissolution des communes, a été approuvée la création des Entreprises Municipales Rurales (EMR), qui employaient plus de 100 millions de salariés ruraux au début des années 90.

Les mesures de développement industriel tendaient à attirer l'investissement étranger, en développant les liens avec l'impérialisme, entamés avec la visite de Nixon en 1972, quand celui-ci a accordé le statut de « nation plus favorisée » à la Chine et a suspendu l'embargo commercial. Mais la restauration capitaliste a commencé par la campagne, qui était le secteur prépondérant du point de vue économique et démographique. L'augmentation et la libération des prix agricoles et la création des EMR ont été fondamentales pour le surgissement d'une nouvelle bourgeoisie à partir des paysans riches et de la bureaucratie convertie au capitalisme. La célèbre consigne « s'est glorieux de s'enrichir », lancée par Deng en 1978, était le principal guide pour l'action de ces secteurs.

Les mesures capitalistes ont été étendues au secteur urbain en 1985, avec la suppression des financements publics et la décentralisation des décisions, ce qui obligeait les gouvernements locaux à attirer des investissements à travers l'établissement d'associations, les fusions, la fermeture d'entreprises étatiques et le transfert d'actifs au capital privé.⁴⁸ En 1987 est adopté le système de « contrats », qui permettait aux entreprises étatiques de négocier directement avec l'étranger. En même temps est approuvé la fin des restrictions à la taille des entreprises privées, ainsi que la Loi de Faillite en 1988, qui a mis fin à la garantie d'emploi à vie pour la classe ouvrière chinoise. L'ensemble de

⁴⁸ Wang Hui, As origins do neoliberalismo na China, Le Monde Diplomatique, 12/10/2007.

ces actions a augmenté la participation du secteur privé dans la production industrielle.

La même chose s'est passée à la campagne. Alors que la terre continuait à être propriété étatique, en 1986 a été approuvée la Loi de Gestion du Sol, qui autorise la location de terres pour 30 ans (une période portée à 60 ans en 1988). Finalement, le transfert de la location est légalisé en 1991, ce qui donne lieu à un marché privé d'achat et de vente de concessions.

A toutes ces attaques, la classe ouvrière chinoise a répondu à peine avec des actions sporadiques, d'abord, parce que la population rurale a approuvé la récupération de l'activité économique à la campagne, et deuxièmement, parce que Deng Xiaoping a affirmé le respect absolu à ce qu'on a appelé les quatre principes : a) suivre le chemin du socialisme, mais en apprenant de l'expérience des pays des capitalistes, b) maintenir la « dictature démocratique du peuple », c) maintenir la direction du Parti Communiste et d) préserver les pensées de Marx, Lénine et Mao. La restauration était en train de se faire au nom du marxisme.

Les lois du marché ont alors mené à l'inflation galopante, au chômage dans les villes et à l'inégalité sociale, qui arrivait à des niveaux inimaginables. Le prix d'un dîner dans les nouveaux restaurants privés était équivalent au salaire annuel d'un travailleur chinois. Pour faire face aux difficultés économiques, qui mèneraient à la réduction de la croissance du PIB de 12% en 1988 à 4% en 1989 et 1990, le gouvernement a annoncé en mai 1988 la libération générale des prix.

Cela a provoqué la panique et d'importants tumultes sociaux, qui aboutiront à la rébellion sur la Place de Tienanmen.

Le massacre de Tienanmen

Le 21 avril 1989, les étudiants de l'Université de Pékin se rebellent. Ils lancent un manifeste avec des revendications démocratiques - la fin de la répression, la liberté d'expression et de presse - et ils dénoncent la corruption et l'enrichissement illicite des membres du parti.

Apparaissent aussi les premières organisations indépendantes de travailleurs, les « gongzilian ». Le 21 mai, la Fédération Autonome Ouvrière de Pékin divulgue un communiqué pour exiger la liberté d'organisation, la participation dans les décisions politiques et écono-

miques, le contrôle des travailleurs sur le Parti Communiste et le contrôle ouvrier des entreprises étatiques. Après la répression qui s'est abattue sur le mouvement, le cheminot et fondateur de la Fédération, Han Dongfang, a été emprisonné et expulsé vers Hong Kong en 1993.

Dans l'apogée du mouvement, entre le 17 et le 22 mai, des métallos de la sidérurgie de Pékin, des facteurs, des chauffeurs et des travailleurs d'autres branches sont entrés en grève. Entre 1 et 2 millions de personnes passaient quotidiennement par la Place Tienanmen, centre politique et organisationnel du mouvement. Le 20 mai est décrétée la Loi Martiale, et le 4 juin a lieu l'invasion des blindés sur la place, avec la mort d'un nombre incertain de manifestants, qui peut avoir atteint le mille dans tout le pays.

La résistance maintenue pendant quelques jours n'a pas été capable d'inverser la situation. Les étudiants, l'avant-garde du mouvement, ne sont pas parvenus à combiner leurs exigences pour la démocratie avec les revendications ouvrières et paysannes, comme la fin du chômage, l'augmentation des salaires et la fin de la pénurie. Deng Xiaoping, qui collaborait avec l'impérialisme depuis la visite de Kissinger en 1971, a accusé les étudiants d'être des instruments de l'impérialisme américain et de la CIA.

La consolidation de la restauration

Avec la défaite de la résistance au projet de restauration du capitalisme, la bureaucratie a pu avancer de manière décidée. En septembre 1989, elle applique la libération des prix qu'elle avait essayée auparavant. En octobre 1992, le 14^{ème} Congrès du PCCh élimine les secteurs interdits pour l'investissement privé, en proclamant la nécessité de « développer les diverses formes de propriété (étatique et privée) l'une à côté de l'autre ». Les bureaucraties locales commencent à faire tout type de concessions au capital, et ils en profitent pour devenir partenaires des nouvelles affaires. Les entreprises étatiques réduisent leur participation à l'économie, de 73% en 1988 à 35% à la fin des années 90.

Mais le principal moteur de la récupération économique a été l'attaque à la classe ouvrière. En 1994 a été approuvée la Loi du Travail, qui établit le travail salarié et la fin du contrôle du régime de l'emploi, et qui supprime le lien avec la sécurité sociale de l'Etat, en mettant un

terme aux conquêtes ouvrières de la révolution (le système connu comme « marmite de fer » : emploi à vie, sécurité sociale et loyer subventionné. L'éducation et les soins de santé sont privatisés.

L'économie chinoise, déjà intégrée complètement au marché international, devra faire face à sa première crise de surproduction en 1999. Le gouvernement chinois parvient à l'adoucir, à travers le financement étatique aux entreprises et l'augmentation de sa dette externe, qui souffre une croissance de 27% en 2001. Il y a quand-même eu une chute de 2% dans les exportations et de 11,4% dans les investissements étrangers, mais le PIB a maintenu une croissance moyenne annuelle de 8% dans la période 1998-2002.

Le plus grand poids de la crise a été déchargé sur les travailleurs et les entreprises étatiques qui, sans condition de concurrencer avec le capital privé, entrent en faillite. La capacité de production oisive des entreprises est arrivée à 40%, avec 40 millions de licenciements.

A la campagne, les EMR entrent en cessation de paiements en masse, parce qu'elles dépendaient beaucoup des achats étatiques. La fin de ces entreprises et la concentration de terres produiront 250 millions de « sans-terre » et l'exode de 100 à 150 millions de paysans vers les villes, en formant une gigantesque armée industrielle de réserve appelée « population flottante », qui augmente encore plus la classe ouvrière déjà affaiblie des entreprises étatiques.

Ces migrants - sans emploi à la campagne et sans visa de résidence dans les villes, étant donné le système « hukou » qui en fait des illégaux dans leur propre pays - acceptent des emplois pour des salaires plus faibles et sans droits sociaux. Ils travaillent en moyenne 13 heures et plus, chaque jour de la semaine, et ils reçoivent la moitié du salaire des travailleurs étatiques. En outre, la peste de la sous-traitance attaque la classe ouvrière chinoise.

L'emploi irrégulier (précaire, informel, temporaire, etc.) devient le sort de 80 millions de chômeurs entre 1990 et 2002. Dans la même période, l'emploi régulier a à peine produit 1,7 million de postes.⁴⁹ Ainsi apparaissent deux mouvements ouvriers parallèles et séparés : d'un côté, la classe ouvrière traditionnelle des entreprises étatiques, qui est désagrégé, d'un autre côté, un nouveau secteur, dans les Etats du sud

⁴⁹ Martin Hart-Landsberg & Paul Burkett, China, capitalist accumulation and labor, Monthly Review

du pays, à partir des migrants de la campagne. Les premiers combattent contre la perte de l'emploi et de leurs conquêtes sociales, alors que les travailleurs des entreprises privées protestent contre les conditions de travail dégradantes et le management despotique.

La résistance ouvrière

Un des plus grands symboles du premier cas a été la lutte des travailleurs de la région de Daking, le centre pétrolier principal du pays et le symbole de la construction socialiste de la Chine. En mars 2002, 50 000 pétroliers sont descendus dans la rue pour leurs droits sociaux et des salaires non payés. Ils ont occupé les bureaux de l'Administration du Pétrole pendant une semaine, alors que 30 000 autres travailleurs, métallos de Liaoyang, dans la même région, descendaient dans la rue avec des mobilisations qui ont duré trois mois.

Les manifestations se sont étendues aux provinces de Heilongjiang, Liaoning, Sichuan et Hebei, avec des blocages de routes, des piquets et des mobilisations pour exiger le panier alimentaire de base pour les pensionnés et la démission de fonctionnaires corrompus et incompetents.

Le mouvement s'est soldé par des concessions partielles et la prison de cinq dirigeants du mouvement, qui avaient entamé la construction d'un syndicat indépendant, le Syndicat Provisoire des Travailleurs de Daking, avant les actions de mars, ce qui veut dire que celles-ci n'ont pas été spontanées.⁵⁰

Parmi la nouvelle classe ouvrière, les exemples sont nombreux et terribles. L'industrie de la construction civile connaît un boom avec la construction de rues, de shopping-centers, de résidences ainsi que les installations pour les Jeux olympiques, mais les travailleurs doivent parfois attendre un an sans recevoir leur salaire. Seulement à Pékin, la dette salariale des chefs d'entreprise est arrivée à près de 300 millions de dollars US en 2002. Même les entreprises de services de l'Etat cessent de payer. Par exemple, les travailleurs de la construction d'une ligne du métro pour les Jeux olympiques sont entrés en grève, après 6 mois sans recevoir leur salaire.⁵¹

⁵⁰ Roland Lew, *Rebellion in the rust belt*, IV Online Magazine, septembre 2002.

⁵¹ Simon Gilbetrt, *China's strike wave*, www.isj.org.uk, 29/06/05.

Dans les usines, la situation n'est pas différente. Les travailleurs d'Aigao Electronics de Dongguan sont entrés en grève contre l'augmentation du prix des repas, qui est déduit des salaires, en décembre 2007. Quand ils ont essayé de sortir en manifestation, ils ont été attaqués par des centaines de policiers et des chiens.

Dans l'usine allemande de composants pour téléphones portables de Feihuan, la moitié des 10 000 travailleurs ont fait grève contre la menace de ne pas recevoir leur paiement s'ils n'obtenaient pas les objectifs de production, en août 2007. Finalement, les travailleurs de l'usine de moteurs DeCoro sont entrés en grève contre le matraquage de 10 de leurs camarades par les chefs italiens, une humiliation, quand ceux-ci ont réclamé contre la réduction des salaires en octobre 2005.

Voilà à peine quelques exemples de la lutte de la classe ouvrière chinoise, maintenant fragmentée et toujours violemment réprimée, avec la prison des dirigeants et le démantèlement des syndicats indépendants. L'ampleur de la lutte se manifeste dans les statistiques officielles. Selon le ministère de la Sécurité Publique, « des incidents massifs, des démonstrations ou des rébellions ont atteint le chiffre de 74 000 en 2004, contre 10 000 il y a une décennie et 58 000 en 2003 ». En 2005, 4 millions de chinois ont participé à 78 000 protestations.⁵² Selon Han Dongfang, actuellement éditeur du *China Labour Bulletin*, en Foz de la Rivière Pérola il y a des conflits réunissant des usines avec plus de mille travailleurs au moins une fois par jour. « Ces grèves sont auto-organisées, en marge du syndicat officiel », disait Han en janvier de cette année. Dans cette région, où on fabrique un tiers des produits d'exportation chinois, les travailleurs rompent ou perdent 40 000 doigts par an.⁵³

Jeux olympiques et séisme : l'amortisseur et l'accélérateur du mécontentement social

La réalisation des Jeux olympiques de Pékin en août de cette année a contribué à amortir la tension existante en Chine, d'abord, par le boom dans la construction civile, qui absorbe temporairement les millions d'émigrants de la « population fluctuante » des villes, deuxièmement,

⁵² Robert Weil, Conditions of the working classes in China, Monthly Review, juin 2006.

⁵³ China's Pearl River Delta: 40000 fingers lost annually, 1000 workers strike daily, www.rfaunplugged.wordpress.com

par la publicité gigantesque du gouvernement chinois, créant un climat d'unité nationale et de patriotisme.

De cette manière, des dénonciations comme le travail esclave de jeunes et d'enfants dans des usines clandestines de briques de Dongguan n'ont pas eu la même répercussion que la dénonciation d'un fait semblable en Shanxi l'année passée.

D'autre part, le séisme du 12 mai de cette année dans la région rurale de Sichuan peut avoir l'effet contraire. Le nombre officiel de morts est de 69.127, avec la destruction de 15 millions de résidences. Le gouvernement a destiné 2 milliards de dollars US pour les régions touchées et a réservé 10 milliards sur le budget annuel, ce qui est insuffisants pour couvrir les pertes, évaluées à 20 milliards.

L'écroulement de 7 000 écoles, causant la mort d'au moins 10 000 enfants, a créé une commotion dans la population. On soupçonne que la construction a été faite avec du matériel défectueux, puisque d'autres bâtiments publics n'ont pas souffert de tels dommages. Les parents exigent la confirmation des soupçons, mais ne trouvent aucun soutien légal.

D'autre part, la communauté financière internationale a rappelé le fait que la région n'est pas industrielle et qu'elle a contribué avec à peine 4,2% au PIB national.

Sichuan « est une province importante en termes démographiques et agricoles, mais sa participation à la production industrielle est relativement petite », a dit Sun Mingchun, économiste de Lehman Brothers.

L'inflation des aliments

Toute cette situation est encore plus grave avec le maintien d'un haut taux d'inflation et de bas salaires. L'indice des prix au consommateur a eu une croissance sur base annuelle de 8,5% en avril de cette année, avec une augmentation de 21% dans le prix des aliments et de 30,9% pour le pétrole. En février, l'inflation est arrivée à 8,7% annuel, la plus haute depuis 1996.⁵⁴ Le salaire, à son tour, est parmi les plus bas du monde. En 2004, il était de 0,6 dollars US par heure en moyenne, vingt fois moins que le salaire aux Etats-Unis, seize fois moins que celui de la Corée du Sud et la moitié de celui du Brésil. Pour contenir les protestations, les autorités régionales annoncent des rajustements sala-

⁵⁴ Wholesale inflation accelerates in May, www.chinadaily.com.cn, 11/06/2008.

riaux, comme dans la province de Guangdong. Toutefois, les porteparole du capital rejettent de telles mesures, comme Chen Xingdong, de la BNP Paribas, qui a déclaré « qu'une augmentation salariale contribuera certainement à l'augmentation de l'inflation ».

Les indices de croissance de la Chine sont toujours imbattables, 9,7% en moyenne de 2001 à 2006, et le pays continue à être le pays le plus attrayant pour les investissements étrangers. En mai, il y a eu une augmentation de 38%, par rapport à mai 2007. L'excédent de la balance commerciale a atteint 378 milliards de dollars US en 2007.

Mais actuellement, l'économie chinoise est fort dépendante des exportations, responsables de 30% du PIB. Avec la chute de la consommation aux Etats-Unis, provoquée par la chute brutale de la bourse immobilière et l'augmentation du chômage, les premiers symptômes se sont déjà fait sentir en Chine. L'indice de croissance économique est tombé de 11,7% au premier quadrimestre de 2007 à 10,6% en 2008. La croissance de la production industrielle est tombée, elle aussi, de 18,3% à 16,4% dans la même période. Les exportations auront souffert une chute beaucoup plus grande, de 6,4% par rapport aux quatre premiers mois de 2007.

Selon Li Xiaochao, de l'Institut National de Statistiques, « face aux incertitudes de la croissance économique, nous avons besoin d'être préparés pour éviter aussi bien les chutes brusques de la croissance que la hausse insoutenable des prix ». Cette préparation s'est traduite dans une politique de congélation salariale, avec l'annonce de l'élévation du taux de réserves obligatoires des banques pour empêcher l'augmentation de l'inflation, l'objectif pour 2008 étant un taux de 48%.⁵⁵ Le revenu et la consommation des ménages souffrent une chute tout au long des années (de 25% entre 1988 et 2006) et de telles mesures indiquent le maintien de cette tendance, puisque les bas salaires sont le principal attrait pour les investisseurs privés et la source de la compétitivité des produits chinois partout dans le monde. Si nous ajoutons à tous ces ingrédients l'augmentation de la dette externe chinoise, qui est passée de 45 milliards de dollars US en 1989 à 322 milliards en 2006, et nous les combinons avec la possibilité d'une crise économique mondiale, une situation explosive est à prévoir en Chine.

⁵⁵ China's economic growth slows as food prices soar, www.china.org.cn, 16/04/2008.

La raison est que la croissance, basée sur deux facteurs - la main d'œuvre bon marché et les investisseurs étrangers - est fragile, semblable « à d'autres miracles connus que l'impérialisme a soutenus à plusieurs moments », et qui fait que le pays « a de plus en plus une économie dépendante de l'impérialisme ».⁵⁶ C'est une équation difficile à résoudre, comme le démontre la déclaration de Dominique Strauss-Kahn, président du FMI, concernant la situation en Chine : « Comme nous savons par l'expérience du passé, ce genre de questions termine parfois en guerres ».⁵⁷ Ce sera la classe ouvrière chinoise - avec toute sa tradition révolutionnaire et avec l'arrivée de nouveaux contingents qui ont de l'expérience dans la lutte contre le capital - qui aura le dernier mot, à travers la construction de ses organismes indépendants et de la lutte contre la dictature du PCCh et la surexploitation régnautes. Une fois de plus, les mots de Marx dans le *Manifeste Communiste* sont confirmés, 160 ans après avoir été écrits : la bourgeoisie produit, avant tout, ses propres fossoyeurs.

⁵⁶ Martín Hernández, *O veredicto da história*, Editorial Sundermann, 2008. A propos de la Chine, voir les pages 73 à 84.

⁵⁷ Food price inflation, formidable challenge for China, www.china.org.cn, 16/04/2008.

La métamorphose du PC chinois

Marcos Margarido

Depuis la restauration du capitalisme en Chine, le parti dirigeant de la révolution socialiste, qui a exproprié la bourgeoisie en 1949, est passé par d'innombrables transformations. De parti stalinien à la tête d'un Etat Ouvrier bureaucratisé, il est passé à la direction d'un Etat Bourgeois sous un régime dictatorial contre-révolutionnaire.

La métamorphose du PC chinois est entamée en 1978, quand Deng Xiaoping a lancé le « socialisme de marché » et a déclaré qu'« il est glorieux de s'enrichir », en répétant la consigne de Bujarin et de Staline - « enrichissez-vous » - proposée aux koulaks⁵⁸ d'URSS en 1923.

Le 14ème Congrès du Parti Communiste de la Chine (PCCh), réuni en 1992, a remplacé le « socialisme de marché » par « l'économie de marché socialiste », où l'économie de marché devenait prépondérante, reflétant ainsi les changements économiques après le massacre de la Place Tiananmen.

En 1997, lors du 15ème Congrès, une nouvelle définition de socialisme a été proposée dans les statuts du parti : « justice sociale et économie de marché ». Le vice-président de l'Académie de Sciences Sociales, Liu Ji, a résumé le marxisme comme une doctrine où « l'intérêt du peuple est le plus important, et le parti doit servir son peuple de tout cœur »,⁵⁹ la bourgeoisie chinoise naissante étant incluse dans ce « peuple ».

Lors du 16ème Congrès, en 2002, le PC devient le représentant « des forces productives avancées, de la culture innovatrice et des intérêts des vastes masses ».

L'objectif était de permettre l'affiliation de capitalistes - qui représentaient l'avancée des forces productives - dans le parti. Dans une recherche de l'Académie de Sciences Sociales de Chine, réalisée en 2007, 11% des 13 millions de chefs d'entreprise chinois souhaitaient entrer au PCCh.⁶⁰ Il est évident que ce nombre ne prenait pas en considération ceux qui y étaient déjà entrés depuis la résolution du Congrès.

⁵⁸ Les paysans russes qui employaient du travail salarié.

⁵⁹ G. Buster, The transition to capitalism, IV Online Magazine, décembre 2003.

⁶⁰ Private companies playing à bigger role, www.china.org.cn/english/congress.

Tous ces changements idéologiques répondent à des modifications profondes dans la composition sociale du PC chinois. La bureaucratie occupait les postes clef pour profiter des nouvelles mesures de privatisation. Ces cadres devenaient propriétaires des entreprises étatiques qu'ils dirigeaient, ou en profitaient de la libération du marché pour accumuler du capital. Un délégué au 17^{ème} Congrès du PC, par exemple, a affirmé fièrement dans une entrevue, qu'en 1994, il avait investi 15 000 dollars US dans une usine de recyclage de papier et qu'en 2006 il est parvenu à construire une usine de lampes électriques.⁶¹ Ce délégué était un paysan, chef du PC dans son village.

A l'occasion du 15^{ème} Congrès (1997), il a été établi que 5% de la population gagnait plus de 12 000 dollars US par an, une valeur considérable suivant les normes chinoises. En 2006, il y avait déjà 7 multimillionnaires et 300 000 millionnaires, dont 400 disposaient de plus de 60 millions de dollars. Beaucoup d'entre eux sont d'anciens membres du parti.

Outre des lois favorables, ils ont profité de relations privilégiées avec l'appareil d'Etat et d'une gigantesque corruption. Par exemple, He Minxu, ex sous-préfet d'Anhui, a été condamné à mort pour avoir reçu des pots-de-vin de l'ordre de 1,12 millions de dollars. Un autre membre du PC, Wang Huaizhong a reçu une injection létale en 2004 pour avoir accumulé 640 000 dollars par enrichissement illicite.⁶²

Le programme approuvé lors du 17^{ème} Congrès souligne que l'objectif du parti est « la construction du socialisme avec des caractéristiques chinoises », sous « la dictature démocratique du peuple ». Pour cela, il a été nécessaire, en 1978, de « répudier la théorie et la pratique erronées "de considérer la lutte de classes comme ligne principale" », et de donner la priorité au développement économique pour, de cette manière, sortir le pays du « premier stade du socialisme » qui « durera plus de cent ans ».⁶³

La tâche principale est donc de « développer les forces productives » à travers les réformes, en harmonie avec la loi, et dans la « coexistence pacifique » avec les autres nations pour « accomplir les

⁶¹ Village Party chief: prosperity for all, www.china.org.cn/english/congress.

⁶² Former vice governor sentenced to death for bribery, www.china.org.cn/english.

⁶³ Rapport au 17^{ème} Congrès du PCCh, www.china.org.cn/english/congress/225438.htm

trois tâches historiques... de réunification nationale, de sauvegarde de la paix mondiale et de promotion du développement commun ».

De cette manière, la dictature du prolétariat est remplacée par la dictature du peuple et la lutte de classes est abandonnée, pour que la classe ouvrière chinoise supporte plus de cent années d'exploitation capitaliste pendant le premier stade du « socialisme à caractéristiques chinoises ». Tout cela en coexistence pacifique avec l'impérialisme, pour la paix mondiale. C'est avec cette collection de reformulations du marxisme que le PCCh complète sa métamorphose vers un parti travaillant pour « la loi et l'ordre capitaliste ».

La rébellion au Tibet

Marcos Margarido

Le 14 mars 2008, la capitale du Tibet, Lhasa, a été la scène de manifestations de masse, menées par environ 100 moines bouddhistes qui rappelaient le 49ème anniversaire du soulèvement de 1959 contre l'occupation chinoise. Après la répression policière, qui a pu avoir causé jusqu'à 203 morts selon le gouvernement tibétain en exil, les manifestations se sont dispersées à l'intérieur du pays.

La rébellion, la plus grande depuis 1987, n'a pu être contrôlée que le 17, sous la menace de recrudescence de l'action militaire, mais des sources indépendantes informent que les chocs continuent en ce moment.

Le Dalai Lama, chef bouddhiste et principal dirigeant du gouvernement en exil, a été accusé par Pékin d'avoir tout planifié pour nuire à l'image d'harmonie sociale, soigneusement cultivée par le gouvernement chinois comme hôte des Jeux olympiques en août. Le Dalai Lama a nié une telle accusation et a demandé, sur le même ton que l'ambassadeur américain en Chine, l'ouverture du dialogue avec le gouvernement chinois, affirmant que « ses camarades tibétains ne recourent pas à la violence ».⁶⁴

Un pays, deux systèmes

Le Tibet est situé dans la région sud-ouest de la Chine et fait partie de son unité territoriale, même s'il a une ethnie, une culture et une langue différentes de l'ethnie majoritaire de la population chinoise.⁶⁵ Lors de la révolution socialiste en 1949, l'Armée de Libération du Peuple a occupé le pays. Le nouvel Etat Ouvrier chinois pourrait avoir accompli une tâche très progressiste en expropriant la classe dominante du Tibet, représentée politiquement par les moines bouddhistes, et en nationalisant et en distribuant les terres aux paysans, qui vivaient sous des relations de production pré-capitalistes.

⁶⁴ *Deaths reported in Tibet protests*, www.aljazeera.net, 15/03/2008.

⁶⁵ China est composée de 55 nationalités, en plus de la majorité ethnique Han, qui comprend 94% de la population.

L'autre grande tâche démocratique du gouvernement du PCCh aurait été de donner au peuple tibétain le droit de choisir librement s'il voulait faire partie de l'Etat Ouvrier chinois ou si, au contraire, il préférerait l'indépendance nationale.

Finalement, il n'a fait aucune de ces deux choses. Il a institué le principe d'« un pays, deux systèmes », que signifie, dans la pratique, « une alliance entre les communistes et la classe dominante tibétaine, qui coopérerait dans la consolidation de la souveraineté chinoise ».⁶⁶ A cet effet, un accord a été signé dans lequel le gouvernement du Dalai Lama acceptait la formation de la Région Autonome du Tibet comme une partie de la Chine, la permanence de l'Armée de Libération du Peuple et la conduite de la politique extérieure par le gouvernement central. En échange, les systèmes social et religieux seraient laissés intacts. Depuis lors, la présence chinoise au Tibet a augmenté énormément, et des rébellions pour l'indépendance nationale ont commencé. La première a eu lieu en 1959. A cette occasion, la défaite du mouvement s'est soldé par 87 mille morts et a causé la fuite du Dalai Lama et de 80 000 partisans vers l'Inde.

Pendant la période de la Révolution Culturelle, des communes ont été créées et 99% des terres ont été collectivisées, la pratique religieuse a été interdite et les monastères détruits. Bien qu'il s'agisse d'une tâche progressiste, elle a été mise en oeuvre de manière bureaucratique et l'occupation chinoise a été maintenue.

La restauration capitaliste

A partir de 1978, la bureaucratie chinoise a essayé de changer le statut précédent d'« un pays, deux systèmes ». Un nouvel accord a été conclu : exemption d'impôts aux propriétaires des terres, qui les ont récupérées, fin des communes créées pendant la Révolution Culturelle, investissements du pouvoir central pour le développement économique de la Région Autonome du Tibet avec maintien de son « autonomie » et la liberté religieuse.

Mais le peuple a revendiqué de nouveau son indépendance en septembre 1987, avec des manifestations qui ont duré 17 mois, jusqu'à l'imposition de la Loi Martiale.

⁶⁶ Wang Lixiong, *Reflections on Tibet*, New Left Review, mars-avril 2002.

Wang Lixiong, historien chinois et défenseur de l'actuel gouvernement, affirme qu'« en termes séculaires, la réaction des Tibétains à la libéralisation des années 80 est difficile à comprendre. Une autre forme d'analyse est nécessaire ». Et il conclut que « même si toutes les autres religions étaient en voie d'extinction, la croyance tibétaine serait préservée, probablement jusqu'au jour du jugement final ». C'est la même explication que celle des partisans du Dalai Lama : « le communisme a fait faillite au Tibet et n'a jamais été capable de concurrencer avec le riche message spirituel bouddhiste ».⁶⁷

Peut-être y a-t-il une explication plus simple et plus matérielle : la restitution des terres aux anciens propriétaires, le maintien du paysan- nat dans la pauvreté et la continuation de l'occupation chinoise ont formé une traînée de poudre, qui a explosé quand les moines ont déci- dé de l'allumer. Pour avoir une idée de l'oppression exercée par la Chine : 60% des paysans tibétains sont majoritairement semi- analphabètes ; la langue chinoise est officielle dans les écoles jusqu'au niveau moyen ; et dans les institutions d'enseignement supérieur, plus de 70% des places sont occupées par des chinois.

La classe dominante tibétaine a aussi perdu du terrain avec la restau- ration, parce que le développement capitaliste a favorisé d'abord la bu- reaucratie et les nouveaux bourgeois chinois, qui sont devenus pro- priétaires de la majorité des entreprises de la capitale. Dans la région du Marché Bharkor, par exemple, des 4000 magasins, 400 appartiennent à des Tibétains. Il n'y a pas d'autre motif pour que la fureur popu- laire se soit concentrée sur les établissements commerciaux du centre de la ville et leurs propriétaires chinois.⁶⁸

Pour le droit à l'autodétermination

Avant la restauration, le Tibet souffrait de l'oppression nationale exercée par un Etat Ouvrier déformé. Bien que ce ne soit pas un pays souverain, la présence chinoise dans le pays n'avait pas l'objectif d'ex- ploiter les paysans. Les propriétaires terriens se chargeaient de cela et

⁶⁷ Le Tibet a été divisé 5 régions : le Tibet Central, la région autonome et Sicuani, Qinghai, Gansu et Yunnan. La population totale est de 4,7 millions de tibétains, mais on évalue à 1 million les Tibétains en exil.

⁶⁸ Lobsang Sangay, *China in Tibet: forty years of liberation or occupation?* Harvard Asie Quaterly, V 3, N°3, 1999.

profitaient de l'alliance de classes avec le PCCh, manifestée dans la formule d'« un pays, deux systèmes ».

Avec la restauration, l'occupation commence à être exercée par un Etat Bourgeois, et la formule devient « un pays, un système », le capitaliste. La classe dominante tibétaine est dépossédée de ses affaires par la bourgeoisie chinoise, qui se met à exploiter un nouveau prolétariat du secteur des services. En plus d'être opprimé, le Tibet devient un pays colonisé, avec un gouvernement marionnette et sous occupation militaire.

Le Dalai Lama, dirigeant des propriétaires tibétains et porte-parole des intérêts impérialistes, n'a jamais permis que la lutte pour l'indépendance franchisse les frontières de classe, en exerçant un contrôle rigide sur le mouvement de masses, en transformant une lutte politique en « lutte religieuse ».

Le rôle du parti révolutionnaire, dans ce cas, est celui proposé par Lénine en 1914 par rapport à la lutte pour l'indépendance de la Pologne face à la Russie : « en reconnaissant l'égalité de droits et le droit égal à l'Etat national, [le parti] valorise et met au premier plan l'alliance des prolétaires de toutes les nations, en valorisant toute revendication nationale, toute séparation nationale, sous l'angle de la lutte de classes des travailleurs ».⁶⁹

L'indépendance du Tibet est un droit de son peuple à l'autodétermination, malgré sa direction contre-révolutionnaire qui veut l'indépendance pour s'accrocher au bras de l'impérialisme américain. Les révolutionnaires doivent défendre ce droit, en même temps qu'ils combattent pour libérer le paysannat et le prolétariat de leurs exploiters - chinois ou tibétains - en construisant un mouvement indépendant en étroite alliance avec la classe ouvrière chinoise, pour une nouvelle révolution socialiste en Chine et au Tibet.

⁶⁹ V. I. Lénine, *De la fierté nationale des Grands-Russes*, 12.12.1914.

La morale révolutionnaire est une partie essentielle de la bataille pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale.

José Welmowicki



« La IV^o Internationale écarte les magiciens, les charlatans et les professeurs importuns de morale. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens

qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte, ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale. »⁷⁰

⁷⁰ L. Trotsky, *Programme de Transition*, 1938

Le problème moral devient de plus en plus crucial dans tous les domaines de la vie, mais principalement dans le militantisme de gauche. La morale des organisations révolutionnaires est sous pression permanente de la morale bourgeoise, encore plus dans une époque de décadence comme celle que nous vivons. Dans la lutte pour dépasser la crise de direction révolutionnaire mondiale, la récupération et le maintien de la morale révolutionnaire est une nécessité impérieuse. C'est une question de vie ou de mort et une partie essentielle dans la bataille pour la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. En ce sens, la LIT a mis cette discussion si fondamentale à l'ordre du jour de son prochain Congrès. Nous en publions ici les points essentiels.

La morale, c'est quoi ?

La morale est une nécessité pour tout groupement humain, comme l'expliquait Nahuel Moreno⁷¹. Toute structure sociale a besoin de normes pour sa survie et sa défense. A son tour, la morale est le fruit du développement social. Contrairement à ce que disent les idéologues de la bourgeoisie, il n'y a pas une morale universelle et éternelle, puisqu'elle change en accord avec les différentes formations sociales, les relations de production que celles-ci contiennent, et les formes idéologiques et les normes morales respectives, tout au long de l'histoire de l'humanité. C'est ce qui explique les différences, quant à la morale dominante, entre des sociétés comme l'esclavagiste, la féodale ou la capitaliste. Toute classe dominante a besoin d'imposer sa morale aux exploités pour garantir sa domination sur la société.

Cette question mène à la discussion sur l'existence ou non de normes universelles, acceptées depuis toujours par les hommes. Trotsky se demandait : « *N'y a-t-il donc pas de règles élémentaires de morale, élaborées par le développement de l'humanité toute entière et nécessaires à la vie de toute collectivité ?* » Et il répondait : « *Il y en a, certes, mais leur efficacité est très instable et limitée. Les normes 'universellement valables' sont d'autant moins efficaces que la lutte des classes devient plus âpre. En temps de 'paix', l'homme 'normal' observe le commandement : 'tu ne tueras pas', mais même alors, il tue dans les circonstances exceptionnelles de légitime défense. En temps*

⁷¹ N. Moreno, *¿Moral bolche o espontaneista?*, - 1969 (Morale bolchevique ou morale spontanéiste ? - Une traduction de larges extraits de ce texte est disponible dans la *Bibliothèque* de www.lct-cwb.be.

*de guerre, que ce soit la guerre entre Etats ou la guerre civile, l'Etat transforme la norme 'universellement valable' de 'tu ne tueras pas' en un commandement diamétralement opposé. »⁷². C'est-à-dire que les normes morales « universellement valables » sont chargées d'un contenu de classe, ce qui équivaut à dire qu'elles sont antagoniques ou, avec les mots de Trotsky : « *La norme morale devient d'autant plus catégorique qu'elle est moins 'universelle'.* »*

La bourgeoisie a un intérêt vital à imposer sa morale aux classes exploitées. Comme toutes les classes dominantes précédentes, elle utilise la morale comme instrument de conservation de la société qu'elle lui impose en essayant de démontrer qu'elle est « éternelle ». Elle a besoin de dicter sa morale à la classe exploitée, mais il y a une incohérence entre ses paroles et sa pratique. Et voilà donc la question de la « double morale », qui se manifeste dans l'hypocrisie typique des Eglises. La bourgeoisie utilise une double morale qui parle d'« égalité » et de « bien commun », mais qui stimule l'individualisme et l'égoïsme. Elle propose que tous soient des citoyens exemplaires dans leur vie privée, préoccupés pour le bien commun, alors qu'elle exploite des millions des gens et vit de leur misère. On parle d'une norme... mais ce n'est pas pour eux. C'est le célèbre *fais ce qui je dis, mais pas ce que je fais*.

Toute classe exploitée - et surtout la classe ouvrière, qui est le sujet social de la révolution socialiste - a besoin d'un programme et d'une organisation, et aussi d'une morale diamétralement opposée à la morale bourgeoise des exploités. En répondant aux accusations des bourgeois et des kautskistes, selon lesquelles les bolcheviques n'auraient pas de morale, Lénine réaffirmait : « *Quand ils nous parlent de morale, nous disons : pour un communiste, toute morale réside dans cette discipline solidaire et unie, et dans cette lutte consciente des masses contre ceux qui les exploitent. Nous ne croyons pas en une morale éternelle, nous dénonçons le mensonge de tous ces bavardages*

⁷² L. Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, 1938. Trotsky analyse comment, à l'époque du capitalisme ascendant et d'une relative amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière et d'une certaine 'paix sociale' il semblait y avoir certaines règles élémentaires de morale, et comment l'irruption de la Première Guerre mondiale a fait exploser les institutions de la démocratie et, du même coup, « *les fragiles règles élémentaires de la morale.* ». « *Le mensonge, la calomnie, la corruption, la violence, le meurtre prirent des proportions inouïes. Les esprits simples, confondus, crurent qu'il s'agissait de conséquences momentanées de la guerre. Ces désagréments continuent à être, en réalité, des manifestations de la dégénérescence de l'impérialisme* »

sur la morale. La morale sert à ce que la société humaine s'élève à une plus grande hauteur, pour qu'elle se dégage de l'exploitation. »

La morale prolétarienne

La classe ouvrière a besoin d'une morale propre afin de combattre pour ses intérêts de classe. Les travailleurs ont appris, au fur et à mesure qu'ils forgeaient leur expérience dans les grèves et les premiers syndicats, qu'il serait impossible de faire face à la bourgeoisie, sa force économique et son appareil répressif, sans un esprit collectif solide, sans une morale de classe. Au début du mouvement ouvrier en Europe, une morale typique de la classe prolétaire s'est développée : la notion de la solidarité de classe dans le cadre d'une usine, d'un pays et à échelle internationale, ce qui est fort lié à l'expérience historique et concrète de la classe ouvrière. Sans unité, il est impossible de vaincre la bourgeoisie, que ce soit dans les luttes quotidiennes ou dans celles décisives d'un pays. Dans la mesure où les luttes se développent, il devient plus nécessaire d'avoir la solidarité avec les frères de classe, de savoir imposer la discipline à travers des piquets et d'attaquer ceux qui veulent briser cette unité et solidarité, comme les briseurs de grève. Ainsi se dégagent des notions de base de la morale de la classe : respecter la discipline des travailleurs de son entreprise, entourer d'aide les camarades attaqués par le patronat, isoler et, si nécessaire, réprimer les briseurs de grève, etc..

La bourgeoisie est consciente de l'importance de cette unité et de cette discipline ouvrière. Elle sait qu'elle est une infime minorité et que la classe la plus dangereuse pour sa domination est la classe ouvrière. Pour cela, elle essaie à tout moment de diviser cette classe, de coopter des individus et des secteurs en son sein, d'opposer l'individualisme et l'égoïsme bourgeois à la morale de la classe ouvrière en lutte, de corrompre les dirigeants et de stimuler la trahison. Elle s'appuie sur la concurrence entre les travailleurs pour favoriser la division, ainsi que pour empêcher la formation de la morale prolétarienne. Elle essaie de maintenir la classe ouvrière dans la croyance en un Dieu ou dans la possibilité de promotion individuelle, comme issue pour sa situation. C'est pour cela que la classe ouvrière, quand elle entre en lutte comme classe, commence à rompre dans la pratique avec la morale bourgeoise.

Pour résumer, la morale prolétaire est la morale de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie. Sa base est la solidarité et l'unité face à la classe ennemie, ce qui donne lieu à une série de normes :

- * Chaque travailleur protège et soutient son camarade de classe contre les persécutions de la bourgeoisie.
- * Il ne se rend jamais et il ne permet pas qu'un camarade soit lésé.
- * Malgré les divergences, nous agissons comme classe unie devant l'ennemi. Si un individu de la classe viole ce principe, il faut l'en empêcher et, si nécessaire, le réprimer par la discipline du groupe.
- * Les relations entre camarades, et aussi entre organisations ouvrières, doivent avoir comme base la loyauté, l'honnêteté, la fraternité et le franc parler.
- * Nous n'utilisons pas des méthodes violentes pour résoudre des différends entre des membres de la classe ou leurs organisations.

La morale de parti

Il existe en outre une morale spécifique du parti révolutionnaire, que Moreno appelle la « morale de parti ». Qu'est ce que cela veut dire ? Evidemment, le parti, un instrument qui combat pour le renversement de la bourgeoisie et pour la dictature du prolétariat, a encore davantage besoin d'avoir une discipline d'acier et une morale supérieure à la simple morale prolétarienne, dans laquelle toutefois elle trouve son origine.

La confiance entre tous est une base essentielle. C'est « la confrérie des persécutés », de ceux qui veulent détruire le capitalisme et qui, pour cette raison, sont persécutés et peuvent le payer au prix de leur vie elle-même. Par conséquent, une morale supérieure est nécessaire pour maintenir la force de ce type d'organisation, pour résister à la prison, à la torture, etc. La solidarité dans ce domaine est beaucoup plus profonde : le camarade est plus important que sa propre vie. Dans le parti, le groupe est tout. C'est le contraire de l'idée typique du capitalisme : l'individualisme et l'égoïsme.

En même temps, si la morale ouvrière exige qu'un membre de la classe observe la décision de la majorité dans la lutte contre le patronat, qu'il accomplisse la grève et que les briseurs de grève soient freinés et punis, la morale de parti est beaucoup plus exigeante, parce que c'est la morale de ceux qui luttent consciemment pour détruire l'impé-

rialisme, pour faire la révolution. Elle commence par les enseignements de base de la morale ouvrière elle-même, mais il ne suffit pas d'observer la décision de la grève, il faut être le meilleur activiste, il faut penser à l'ensemble, organiser l'avant-garde pour qu'elle garantisse la grève, etc.

Pour fortifier la confiance et renforcer la morale de parti, nous voulons que chacun grandisse et se développe et nous nous y efforçons. Le parti révolutionnaire a besoin d'une morale forte parce qu'il doit frapper comme un seul homme les appareils de l'Etat bourgeois. Il doit être conspirateur face à l'Etat et à la bureaucratie, et cela exige une confiance totale entre les camarades qui militent dans le parti.

La morale révolutionnaire est-elle importante pour la construction de la IV^{ème} Internationale ?

Beaucoup de camarades pensent que les problèmes de morale, bien qu'importants, ne seraient pas décisifs, qu'en dernière instance, ce sont les questions politiques qui priment. Par conséquent, ce qui est fondamental, c'est la discussion politique ou programmatique, et les problèmes de la morale sont secondaires. C'est pourquoi, dans un rapprochement entre organisations, une fois qu'il existe des accords programmatiques et politiques, on ne devrait pas se poser ce genre de questions comme étant décisives. Il arrive souvent qu'on ne comprenne pas pourquoi nous y attachons tant d'importance. Nous pensons que cette vision est non seulement erronée, comme l'ont montré l'histoire de la IV^{ème} Internationale et notre trajectoire, mais que les problèmes méthodologiques et de morale sont décisifs au moment de définir de nouvelles orientations et de prendre des mesures organisationnelles.

L'Opposition de Gauche Internationale et la IV^{ème} Internationale ont dû faire face, dans les années 1930, aux procès de Moscou, à la monstrueuse persécution politique et morale contre toute la génération des révolutionnaires bolcheviques et opposants au stalinisme. Trotsky n'a eu aucun doute : il était nécessaire d'hierarchiser la réponse aux calomnies et les amalgames qui cherchaient la destruction de toute une lignée de révolutionnaires. Sa campagne contre « *l'école stalinienne de falsifications* » a marqué une ligne de partage des eaux. Si Trotsky ne l'avait pas menée à sa façon, avec la politique du Tribunal Moral, il

aurait été encore plus difficile de résister à l'offensive stalinienne en vue d'associer le trotskysme avec l'impérialisme et le nazisme. Trotsky nous a légué toute une conception et méthodologie, qui nous ont servi à faire face au stalinisme et à tous les courants qui ont pris une orientation similaire.

Jusqu'en 1979, le courant qui a donné naissance à la LIT, la Fraction Bolchevique (FB), faisait partie du Secrétariat Unifié (SU) de la IV^{ème} Internationale, dirigé par Mandel, Barnes et d'autres dirigeants. Des différences profondes existaient entre les positions de la FB et celles de la majorité du SU. Il y avait des polémiques sur tous les terrains : sur la dictature du prolétariat, sur la tactique de guérilla, sur le caractère des partis, sur la question de la construction des partis trotskystes au Nicaragua, en Amérique Centrale et à Cuba. Une de ces polémiques avait comme objet le caractère de la direction et du gouvernement sandinistes, avec ses conséquences politiques et programmatiques inévitables : fallait-il les soutenir politiquement ou non ? Mais la rupture avec le SU eut seulement lieu en 1979, et l'élément décisif concernait les principes de la morale prolétarienne. La FB a rompu quand la direction du SU et celle du SWP ont refusé de combattre pour la liberté des membres de la Brigade Simón Bolívar, prisonniers du régime sandiniste. Ils ont alors violé le principe de morale prolétaire de base, celui de soutien et de solidarité face à la répression d'un gouvernement bourgeois, dans ce cas le gouvernement sandiniste.

Quand Moreno fit le bilan de la rupture avec Pierre Lambert, il y a eu une évaluation similaire. Moreno a souligné que, malgré les différences énormes sur le caractère du gouvernement de Mitterrand et la politique face à celui-ci, et malgré le fait qu'il considérait la position de l'OCI française comme une capitulation grave à un gouvernement de front populaire impérialiste, ce sont les méthodes stalinienne de calomnie et d'expulsion d'adversaires, afin de ne pas permettre la discussion dans l'OCI et la QI-CI,⁷³ qui ont imposé la rupture. La campagne de la LIT, en 1982, autour du tribunal moral en défense de l'honneur révolutionnaire de Napurí, attaqué par Lambert, s'est inspirée de

⁷³ Suite à la rupture mentionnée dans le paragraphe précédent, il y a eu un rapprochement entre la *Fraction Bolchevique* de Moreno et l'*Organisation Communiste Internationaliste* de Lambert pour former la *Quatrième Internationale - Comité International*. Pour plus de détails, voir N. Moreno, *Notre expérience avec le lambertisme*. 1986 (disponible dans la *Bibliothèque* de www.lct-cwb.be- (NdT)

la lutte de Trotsky et de la IV^{ème} Internationale contre le stalinisme dans les années 30, en ayant encore une fois comme ligne de partage des eaux la question des méthodes et de la morale.

Les appareils ont imposé une régression morale au mouvement ouvrier

La social-démocratie fut la première organisation de masses, basée sur les principes inscrits dans les textes du Manifeste Communiste et de la I^{ère} Internationale. Sa croissance et l'extension de son influence dans toute l'Europe étaient un fait à la fin du 19^{ème} siècle. Parallèlement à ce développement de l'organisation politique, le mouvement syndical de la classe ouvrière s'est développé et est arrivé à avoir une puissante influence dans les pays d'Europe Occidentale.

Quand le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste, la bourgeoisie s'est rendue compte qu'elle avait besoin d'avoir des instruments dans la classe ouvrière, qui éviteraient que celle-ci ne renverse l'Etat et le système. Les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier sont alors apparus, pour freiner et museler le mouvement ouvrier. Les bureaucraties syndicales et politiques, soutenues par l'aristocratie ouvrière, sont devenues les agents de la bourgeoisie à l'intérieur des organisations de classe du prolétariat. A partir de la phase impérialiste, il y eut une dégénérescence de la social-démocratie, avec un soutien dans l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie, qui l'a menée à abandonner complètement non seulement le programme, mais aussi la conception de la morale prolétarienne. En 1914, la défense de la guerre impérialiste, de la « patrie sacrée », de l'invasion des pays coloniaux, ainsi que l'attaque sans pitié contre le nouvel Etat Ouvrier soviétique à partir de 1917, se faisaient au nom de « principes éternels de la morale » au-dessus des classes, au nom du « respect de la démocratie », du « respect des lois de l'Etat » (bourgeois), de la « paix », etc., bref, au nom de la vieille morale bourgeoise qu'ils dénonçaient jadis. Entretemps, ils juraient sur la « morale éternelle », soutenaient la répression contre les révolutionnaires et furent les commanditaires des assassinats de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht.

En réaction à la faillite de la II^{ème} Internationale est apparue la III^{ème}, inspirée par la révolution russe, qui prenait le drapeau de la révolution socialiste mondiale et reprenait comme notion de ce qui est moral :

tout ce qui sert à unir, tout ce qui aide à donner de la confiance dans la cause du prolétariat.

L'appareil contre-révolutionnaire le plus puissant fut le stalinisme, expression de la bureaucratie qui a contrôlé l'Etat Ouvrier russe après 1923. Il fut l'agent d'une contre-révolution, non seulement dans le régime soviétique et dans le programme, mais aussi dans le domaine de la morale. Les générations actuelles n'ont pas idée de ce qu'a signifié l'action du stalinisme : il a introduit à l'intérieur du mouvement ouvrier le mensonge, la falsification systématique des faits, la persécution contre les militants des luttes, le retour du patriotisme chauvin et la division de la classe au service de la bourgeoisie. La persuasion fut remplacée par la contrainte, l'honnête analyse de la réalité par la démagogie et la falsification. Les calomnies et les amalgames furent introduits comme méthode généralisée dans le mouvement ouvrier du monde entier.

Que signifie l'amalgame dans son utilisation par le stalinisme ? Il s'agit de mélanger consciemment des accusations politiques avec d'autres à caractère moral pour salir l'adversaire politique. Il y eut rupture avec une tradition séculaire de la morale prolétarienne : en cas d'accusations sur la conduite ou l'honneur personnel d'un militant, celles-ci ne devaient pas être mélangées aux discussions politiques avec lui. Staline a mis systématiquement en pratique la méthodologie de discréditer d'abord l'opposant avec des accusations contre sa façon d'être : qu'il avait été corrompu ou avait trahi la cause, qu'il était à la solde de l'impérialisme, et que telle était la raison pour laquelle il aurait défendu de telles positions.

Staline accusait ses adversaires d'être des « agents saboteurs au service de l'impérialisme ». Sans leur donner le moindre droit à la défense concernant cette accusation concrète, il associait par la suite leurs positions politiques divergentes à l'hypothèse qu'ils seraient des « saboteurs de l'Etat Ouvrier ». Par conséquent, argumentait le stalinisme, leurs opinions seraient simplement une expression de leur trahison dans le but de mener l'URSS à la catastrophe. Toute position de ces adversaires, que ce soit sur la révolution chinoise, la politique économique, etc., serait considérée, non comme une différence légitime à débattre, mais comme une conséquence directe de leur supposée trahison. Staline a agi de la sorte avec toute une génération des

meilleurs cadres révolutionnaires de la classe ouvrière russe et mondiale.

Pour éliminer ces « traîtres », n'importe quelle méthode était licite, y compris un accord sans principes ou secret avec l'ennemi de classe. Livrer un adversaire à l'ennemi ou faire en sorte qu'il soit licencié par le patronat, « faisait partie du jeu ». La torture, l'assassinat de ceux qui osaient s'opposer à « la ligne » de la bureaucratie dirigeante étaient valables. Mais cela ne se limitait pas à l'assassinat physique : l'assassinat moral était nécessaire, moyennant l'accusation de « contre-révolutionnaires », en utilisant des confessions obtenues sur la base de tortures de tout type.

Jusqu'à l'apparition du stalinisme, ce type de calomnies contre les dirigeants était vu avec dédain à l'intérieur du mouvement ouvrier. Il y eut un exemple célèbre pendant la révolution russe, quand Lénine retourna au pays dans un train autorisé par le gouvernement de l'Allemagne. Les chacals de la bourgeoisie, du gouvernement et de l'impérialisme l'ont accusé « d'agent à la solde de l'Allemagne ». Aucune campagne n'a été nécessaire pour que Martov, chef menchevik et adversaire politique totalement opposé à Lénine, sorte en défense de son honneur révolutionnaire.

L'URSS était la référence du mouvement ouvrier international et la III^{ème} Internationale était puissante. La bureaucratie stalinienne a complètement changé cette situation. La morale prolétarienne a beaucoup souffert de l'action contre-révolutionnaire du stalinisme. Ses crimes ont servi de couverture à l'impérialisme dans une campagne de discrédit moral du « socialisme » ; discrédit qui se reflète encore aujourd'hui dans la conscience de la classe ouvrière mondiale.

Ce recul eut des répercussions profondes à l'intérieur des partis et des syndicats. Les conséquences politiques furent néfastes : il a semé le scepticisme, la confusion et la méfiance entre les travailleurs. Finalement, comment comprendre que des dirigeants révolutionnaires de toute une vie, des militants de la lutte de première ligne, étaient devenus tout-à-coup des traîtres froids à la solde de l'ennemi de classe ? Pour défendre ses privilèges, la bureaucratie devait orchestrer des justifications hypocrites. Comme disait Trotsky : « *La transition de la révolution à la réaction dépend davantage de la riposte des traditions de la révolution, dans la mesure où elle est plus brutale. C'est-à-dire*

que, dans la mesure où elle craint davantage les masses, elle se voit forcée davantage à recourir au mensonge et à la falsification. »⁷⁴

La dégénérescence du mouvement ouvrier dans l'étape du « tout est permis »

Nous vivons actuellement une nouvelle période de dégénérescence par la décadence de plus en plus grande du capitalisme, qui a déjà du mépris pour tout type de critère moral, y compris ceux qu'il défendait dans sa phase ascendante. La décadence du capitalisme dans sa phase sénile est arrivée à un tel degré de pillage et de destruction de la nature, qu'il en arrive à justifier toute attaque aux moindres droits individuels pour garantir ses profits. Cela provoque une déchéance morale de l'impérialisme sur le terrain des relations humaines, qui a atteint des limites jadis inimaginables.

Cette déchéance pénètre parmi les exploités et opprimés. C'est l'individualisme le plus exacerbé, selon lequel il serait permis de nuire à un collègue ou un parent, afin d'obtenir un emploi ou une place à l'université. C'est le « tout est permis » de la survie dans un monde décadent, où il n'y a pas d'issue claire pour les masses. La morale décadente se manifeste dans le « chacun a ses valeurs, chacun défend son intérêt à tout prix »

Cette situation eut des répercussions à l'intérieur du mouvement ouvrier et de la gauche, suite à ce que nous appelons le « déluge opportuniste », dans le cadre de la restauration du capitalisme à l'intérieur des anciens Etats Ouvriers, où le capitalisme se présente comme « victorieux ». Comme la restauration eut lieu par la voie de la démocratie bourgeoise, la « fin de l'histoire » fut proclamée. La gauche, y compris celle qui se revendiquait révolutionnaire, fut profondément affectée et aspirée dans le jeu de la démocratie bourgeoise, considérée comme valeur « universelle ».

D'anciens dirigeants de gauche ont participé aux gouvernements et ont assumé des postes dans les administrations fédérales, régionales ou municipales. En même temps, ils sont entrés dans une dynamique de corruption, semblable à celle des administrateurs habituels de la bourgeoisie, voire pire. Les dirigeants du PT brésilien par exemple, originaires pour la plupart de la gauche révolutionnaire ou de la gué-

⁷⁴ L. Trotsky, *Morale et révolution*

rilla, ont participé à une série de fraudes, vols, mensonges et manœuvres en tout genre.

Des anciens guérilleros *Tupamaros* d'Uruguay participent à l'actuel gouvernement de leur pays. Indépendamment de leurs conceptions erronées, ils combattaient l'impérialisme et risquaient leur vie pour une cause. Aujourd'hui, en assumant le même rôle qu'ils ont jadis critiqué dans la social-démocratie et dans les PCs, ils ont incorporé aussi les normes morales de la bourgeoisie décadente, une morale putréfiée.

Le Parlement, et les facilités qu'il offre à ses membres, est un autre facteur de corruption. La gauche, y compris révolutionnaire, qui naguère arrivait rarement à avoir des députés, commençait à conquérir des postes et à avoir accès aux bénéfices qui y sont liés. Dans une société décadente, et avec une gauche qui perdait comme référence la révolution, même dans des secteurs originaires du trotskysme, l'effet fut dévastateur.

Les syndicats sont une autre source de corruption où, comme Trotsky le prévoyait, la dépendance envers l'Etat est de plus en plus grande. La collaboration avec les bourgeoisies et les gouvernements, en particulier là où il existe des fronts populaires, engendre une pression terrible sur ces dirigeants et touche même, dans ce cadre de régression, ceux issus de la gauche révolutionnaire. La bureaucratisation et la lutte pour les appareils respectifs et les privilèges, ont fini par corrompre une vaste couche d'anciens militants, comme on le voit dans la CUT brésilienne. C'est un facteur de pression énorme sur les organisations qui se disent révolutionnaires. La pression patronale, pour brader les droits de travail par des accords faits dans le dos de la base du syndicat, s'est intensifiée. Les fraudes dans les élections syndicales sont fréquentes, ainsi que la vente de mandats syndicaux à la bourgeoisie, en trahissant la confiance des travailleurs.

Nous ne parlons pas de la bureaucratie traditionnelle, mais d'organisations et de dirigeants avec une trajectoire dans la gauche, qui finissent par succomber à ces pressions, dans le cadre de la décadence morale du « tout est permis » auquel nous nous référons. Et à cause de cette décadence, il paraît souvent naturel pour la base elle-même des syndicats que les dirigeants gagnent un « extra », qu'ils reçoivent des « cadeaux » du patronat ou du gouvernement. Beaucoup de travail-

leurs diront que, finalement, « *il faut quand-même avoir quelques avantages comme syndicaliste* ».

L'effet de la marginalité du trotskysme et la pression du stalinisme sur le terrain de la morale

La lutte contre Staline et ses méthodes de calomnies et de persécutions ont marqué la formation de l'Opposition de Gauche et la fondation de la IV^{ème} Internationale. Cependant, malgré la bataille incessante de Trotsky, le mouvement trotskyste, depuis l'Opposition Gauche et la fondation de la IV^{ème} Internationale elle-même, a connu des problèmes structurels qui l'ont marquée. Fondée à contre-courant et en plein essor du stalinisme, la IV^{ème} Internationale a été reléguée à la marginalité pour une longue période. Elle a subi une double pression : à la fois de l'impérialisme décadent et du stalinisme.

Cette situation a eu des effets sur le mouvement trotskyste, y compris sur le terrain de la morale et des méthodes. Après la mort de Trotsky, cet isolement a influencé davantage une direction petite-bourgeoise et faible. Parallèlement au révisionnisme, qui capitulait à la bureaucratie stalinienne sur le terrain politique, Pablo et la direction de la IV^{ème} Internationale de cette époque utilisèrent, en 1951-53, des méthodes typiques du stalinisme pour faire avorter la discussion. Ainsi, en 1952, la direction pabliste a voulu imposer à la section française, le Parti Communiste Internationaliste (PCI), la politique « d'entrisme sui generis » (entrisme un peu spécial) dans les organisations staliennes. Pour parvenir à imposer son orientation, il a écarté 16 membres de la direction du PCI qu'il remplaça, expulsa ensuite les adversaires et prit d'assaut les sièges de la section, tout cela au profit de ses adeptes et pour écraser la majorité de la section qui n'était pas d'accord avec la politique du Secrétariat International pabliste. L'explosion de la IV^{ème} Internationale et sa dispersion furent un résultat direct de cette action.

L'autre type de pression subie est en relation directe avec la marginalité et la dispersion liée à la crise de 1951-53. Les sectes d'origine trotskyste ont gardé plusieurs caractéristiques néfastes insérées par le stalinisme dans le mouvement ouvrier. Cela s'est manifesté majoritairement dans le phénomène que Moreno a appelé « le national-trotskysme ». Il s'agit des organisations qui, même si elles se procla-

ment trotskystes et sont pour la IV^{ème} Internationale, proposent celle-ci comme un programme pour le futur, en général, quand ce parti national aura la force suffisante pour appeler à cette nouvelle Internationale.

Dans la phase néo-libérale, les répercussions dans le trotskysme ont été plus profondes et généralisées.

La pression la plus importante sur le mouvement trotskyste depuis la fin des années 80' doit être mise en rapport avec le processus que nous décrivons quand nous parlons de la décadence morale dans l'impérialisme et du « déluge opportuniste ». L'adaptation d'organisations et de partis au régime bourgeois, au nom de la « radicalisation de la démocratie », a mené à une impressionnante dégénérescence sur le terrain méthodologique et moral.

Démocratie Socialiste (DS) du Brésil, naguère liée au SU, assumait le ministère pour la Réforme Agraire dans le gouvernement de Lula, un de plus pro-impérialistes de l'Amérique Latine, et fut responsable de la mise en oeuvre de la politique de Lula en faveur du latifundium. Aujourd'hui, la DS est au gouvernement dans l'Etat de Pará, où la répression contre les paysans est terrible : c'est l'Etat brésilien où le nombre d'assassinats de travailleurs ruraux en lutte pour la terre est le plus important. Quand la gouverneur Ana Julia, de DS, assumait le gouvernement, elle créa un détachement policier spécial (la ROTAM). Cette police fut dénoncée par Amnistie Internationale comme une des plus violentes du Brésil dans la répression des « troubles sociaux ». Elle a réprimé les occupations urbaines et les grèves des employés publics, des chauffeurs et des travailleurs de la construction civile. Lors de la journée de lutte promue par Conlutas en mai 2007, Pará connut la répression la plus violente de tout le Brésil.

Récemment, un épisode de cette gouverneur a amené la DS à se compromettre sur un terrain où elle a pourtant toujours essayé d'apparaître comme d'avant-garde : la défense des droits de la femme. Une adolescente de 15 ans fut emprisonnée par la police de Pará et abandonnée dans une cellule avec 20 hommes, afin d'être violée par les prisonniers comme punition d'un supposé vol. La gouverneur s'est justifié en disant que « *malheureusement, des cas de femmes emprisonnées dans des cellules avec des hommes existent réellement* » (Il y

avait alors au moins 4 autres cas de femmes dans les mêmes conditions dans cet Etat.) Pour garantir sa bonne relation comme administratrice de l'Etat bourgeois, elle s'est donc rendue complice de l'abus et de la torture de femmes dans des prisons, stimulés par l'appareil policier.

Comme expression de cette décadence, la DS fut mêlée, avec la direction du PT, dans la crise du « mensalão »⁷⁵ de 2005. La dégénérescence de ce courant s'est accélérée après son adhésion à la « démocratisation de l'Etat » bourgeois et elle s'y engouffre de plus en plus.

Ainsi, un fait extrêmement positif, la chute du stalinisme, a finalement amené tout type de pressions sur des organisations qui n'avaient jamais eu la possibilité d'accéder à des espaces dans les institutions bourgeoises. Dans cet espace ouvert, certaines organisations naguère marginales, qui sont parvenues à gagner une place à l'intérieur de l'institutionnalisme bourgeois, ont commencé à subir les mêmes pressions et à virer à droite, en vivant un processus de dégénérescence sur le terrain méthodologique et moral.

Une espèce de « morale d'appareil » s'est emparée d'organisations qui ont capitalisé certains de ces espaces. Le cas de l'Argentine, au début du 21^{ème} siècle, en est une bonne illustration : Le mouvement de Luis Zamora, le MST et le PO ont gagnés des postes au Parlement, des courants issus du trotskysme et de la LIT, comme le MST-MES du Brésil, se sont mis à construire des organisations qui tournent autour des mandats parlementaires, et « tout est permis » pour maintenir leur présence dans ces institutions bourgeoises qui, de leur côté, leur garantissent un soutien financier.

Les méthodes et la morale de ce type de courants parlementaires n'ont rien à voir avec la morale révolutionnaire. Leurs militants sont éduqués pour concentrer toute leur activité autour des élections et du maintien des postes dans les chambres et les municipalités. Le financement ne provient déjà plus du militantisme mais des différentes façons d'obtenir des fonds de l'Etat (cabinets, mandats, bourses de travail, etc.).

⁷⁵ Nom du système de corruption dont participaient les membres haut placés du gouvernement et du PT et tous les parlementaires importants du parti. La DS y était impliquée par le PT de l'Etat de Rio Grande do Sul.

Un autre fait surprenant de ces dernières années est l'existence d'organisations se revendiquant de gauche, et même révolutionnaires, qui sont financées, et de fait corrompues, par les ONGs ou la social-démocratie, spécialement dans l'Est européen et dans les pays semi-coloniaux très pauvres.

Les organisations qui acceptent la totale dépendance financière des différents appareils de l'Etat bourgeois sont, de fait, en train de se corrompre et peuvent perdre tout critère de morale prolétarienne. Elles signent par exemple des accords qu'elles ne respectent pas par la suite, comme le MST argentin qui, lors de sa dernière rupture, a passé un accord sur la légalité et la division de fonds avec le secteur dissident, l'actuelle Gauche Socialiste (Izquierda Socialista), et ne l'a pas honoré, faisant appel à la justice bourgeoise pour rompre l'accord.

Tout est permis pour obtenir des voix et des postes : faire des alliances polyclassistes ou amener des affiliés payés aux conventions des partis de gauche, sur la base des mêmes méthodes que celles des partis bourgeois ou réformistes (comme l'a fait le MES brésilien dans la dernière convention du PSOL). Si par hasard ils se joignent aux luttes ouvrières et populaires, ce n'est pas pour développer l'organisation et faire avancer le militantisme mais pour construire le prestige de leurs chefs, des parlementaires et des figures publiques, ou pour maintenir un certain appareil permettant d'atteindre de meilleurs résultats. Les fraudes dans les élections syndicales sont considérées comme valables pour fortifier le poids de ces courants. Toute l'activité tourne autour des mandats et du maintien des appareils qui les soutiennent.

Même si les pressions viennent de cette adaptation à l'Etat bourgeois, nous ne voulons pas dire qu'il y ait nécessairement une dégénérescence morale dans toutes les organisations de gauche qui assument des postes au Parlement ou même dans celles qui se concentrent autour des élections bourgeoises. Il ne s'agit pas d'une conséquence inexorable de l'entrée au Parlement, mais de la combinaison entre une pression réelle objective et un désarmement sur le terrain de la morale, qui permet que ces organisations soient avalées par le déluge opportuniste. Trotsky disait que la social-démocratie n'était pas entièrement dégénérée moralement. Ici aussi, c'est un terrain spécifique qu'il faut analyser dans chaque cas. Nous constatons seulement que, malheureusement, cette barrière morale de classe a été franchie par un nombre de

plus en plus grand d'organisations d'origine trotskyste. Il s'agit précisément de souligner l'importance de comprendre ce processus, afin de lui opposer une morale révolutionnaire.

Une trajectoire morale que nous revendiquons

Le courant fondé par Moreno, qui a donné naissance à la LIT, avait un parcours de décennies de preuves de morale de parti. Il a été forgé dans les luttes sous des dictatures, comme celles d'Argentine de 1955-1958, de 1969-1973 et de 1976-1982, ou dans la lutte des paysans péruviens dans les années 60, féroce­ment réprimées, et suite auxquelles Hugo Blanco et d'autres camarades internationalistes furent emprisonnés. Ce parcours d'années a formé une morale solide dans les cadres, ce qui explique la force des militants du PST argentin qui furent incarcérés et soumis à des tortures et des assassinats sans jamais dénoncer leurs camarades.

D'autre part, en ce qui concerne les accusations morales sans preuves ou les amalgames staliniens, notre courant a toujours agi avec la méthodologie de Trotsky. Depuis le début, nous avons répudié les calomnies de Healy ou des « spartakistes » contre Joe Hansen, tant quand nous avions des accords avec le SWP des USA, que quand nous n'en avions pas.

Nous avons aussi une tradition dans la façon de faire face à la violation des principes par les militants, plus encore s'il s'agit de dirigeants ou de cadres avec des responsabilités publiques. A une époque où la section brésilienne de la LIT, Convergence Socialiste (CS), était dans le PT, elle eut, en 1982, deux conseillers municipaux. L'un d'eux, celui de Campinas, a signalé à la direction, peu après avoir été élu, qu'il garderait le salaire de conseiller municipal pour lui et ne le céderait pas au parti. Le Comité Central est resté ferme sur le principe que tout revenu provenant du Parlement appartenait au parti. Comme le conseiller ne l'a pas accepté, il fut écarté de l'organisation. Un autre cas concerne le premier maire élu pour la CS, encore dans le PT, en 1988, dans la ville de Timoteo. Ce maire a réprimé une grève d'employés et fut immédiatement écarté et expulsé de notre organisation.

Cette réaction de défense des principes aide à comprendre pourquoi la CS est parvenue à traverser la période d'activité dans le PT et à en sortir avec la plus grande partie de sa structure de cadres intacte, à la

différence d'autres organisations trotskystes qui, à la même époque, ont pratiqué l'entrisme dans le PT et ont par la suite complètement dégénéré. Ces organisations ne comprenaient pas comment nous pouvions agir ainsi, en séparant ou en expulsant des parlementaires et des maires élus, avec tout le poids qu'ils avaient et, spécialement, avec les voix qu'ils avaient accumulées.

Nous croyons que ce parcours moral révolutionnaire, qui a formé des générations de cadres de notre courant, explique pourquoi, malgré tous les graves problèmes apparus à partir de la fin des années 80, la LIT a eu des réserves suffisantes pour réagir à ces déviations et reconstruire l'organisation internationale. Nous pensons également que c'est la raison pour qu'elle continue à avoir une position morale différenciée de l'ample majorité des autres courants de gauche, même de ceux qui viennent du trotskysme mais sont entré dans un processus de profonde dégénérescence sur ce terrain.

Comment faire face à ces problèmes ?

La décadence de la société augmente et nos militants agissent dans ce milieu. Nous savons que les nouveaux militants qui entrent au parti amènent avec eux l'éducation morale typique du monde d'aujourd'hui et de ses idées préconçues. Mais le parti révolutionnaire doit agir avec lucidité dans ce domaine.

Pour cela, nous avons d'abord besoin de reconnaître le problème dans toute sa dimension et d'être disposés à lui faire face, en sachant que nous serons une minorité et que nous serons à contre-courant des tendances les plus profondes de la société dans laquelle nous agissons et de l'ample majorité de la gauche actuelle. Le parti révolutionnaire ne vit pas dans une tour d'ivoire et il sera toujours exposé aux pressions, plus encore aujourd'hui, avec la décadence morale complète du capitalisme. Il s'agit de mettre le doigt sur ces pressions et d'être disposé à les contrebalancer, à éduquer les camarades, à faire le sacrifice nécessaire pour maintenir les principes et à se séparer de ceux qui ont cédé à ce type de dégénérescences.

Identifier les problèmes ouvertement et clairement

Il y a des problèmes qui apparaissent gravement et constamment dans nos rangs. Le plus généralisé est peut-être celui de l'oppression

de la femme, dans le parti ou sur le lieu de travail, sans oublier les agressions contre la femme dans la famille.

Tout d'abord, ce sujet affecte la morale prolétarienne elle-même, parce qu'opprimer la femme signifie opprimer 50% de la classe et diviser l'unité prolétarienne nécessaire face à la bourgeoisie. Cela signifie être complice de l'oppression que la société capitaliste reproduit chaque jour. Finalement, l'idéologie machiste est incompatible avec la morale révolutionnaire. De la même manière, si je pense que mon camarade de travail est inférieur parce qu'il est noir, je ne peux pas combattre effectivement contre le racisme.

Si le militant pense que sa compagne, sa collègue de travail ou une camarade du parti est inférieure, s'il pense qu'il est acceptable de profiter de l'oppression, il est alors complice de l'oppression que la société capitaliste reproduit à tous les niveaux. Ce serait la même chose que de dire : je suis révolutionnaire mais je hais les arabes, ou je pense que les noirs sont inférieurs... Tout comme aucune classe ne peut être la direction des exploités si elle accepte l'oppression d'autres peuples ou d'autres races, aucun parti révolutionnaire ne peut soutenir ou tolérer l'oppression d'une partie fondamentale de la classe, les femmes.

C'est un des terrains sur lesquels l'idéologie bourgeoise cause davantage de dommages à la morale révolutionnaire, parce que l'oppression de la femme est séculaire, et une grande partie des problèmes apparaît dans le cadre « privé », au sein de la famille, ce qui, à son tour, reflète une discrimination profondément enracinée dans la société capitaliste. Ceci exige une ample éducation pour tout le militantisme, un combat permanent contre toutes les attitudes machistes des militants et aucune tolérance envers la discrimination, le harcèlement et les agressions contre la femme, dans le parti ou dans la société. Il ne peut y avoir aucun doute dans ces cas : le parti qui accepte ou tolère l'oppression machiste est condamné à dégénérer moralement.

Pour les dirigeants, l'exigence de la morale révolutionnaire est encore bien supérieure

Si la défense de la morale de parti et le combat contre ce type de violations est une nécessité permanente, cela vaut doublement quand il s'agit de dirigeants. En général, nous voyons dans les courants de gauche, même dans ceux qui se revendiquent révolutionnaires, le compor-

tement opposé : quand il s'agit de dirigeants, on dit qu'il faut y aller avec attention et essayer de chercher des issues qui ne les écartent pas des tâches de direction, indépendamment du degré de la violation morale qu'ils ont commis. En général, on utilise l'argument que « quand on prend une mesure contre les dirigeants, c'est le parti qui est sanctionné », que ce dirigeant est « indispensable » pour le parti, par sa capacité, etc. Le raisonnement doit être l'opposé : ce qui nuirait le plus au parti, c'est d'avoir comme membre de la direction quelqu'un qui a commis des fautes morales graves.

La « protection spéciale » pour le « dirigeant » est propre au stalinisme, qui a établi l'idée selon laquelle les chefs sont « intouchables » et doivent avoir un traitement différencié. Notre logique doit être à l'opposé : plus la responsabilité d'un dirigeant est grande, plus l'exigence doit être forte. Si le parti cache une faute morale, en alléguant que cela concerne un dirigeant, il cultive la formation d'une bureaucratie et prépare sa destruction comme parti révolutionnaire. Au contraire, le dirigeant doit être un exemple vivant de morale révolutionnaire, dans lequel tout militant doit se retrouver et que l'avant-garde du mouvement de masses peut avoir comme référence sur ce terrain, face à la décadence morale du reste des courants. Avec les nouveaux camarades dans le parti, par contre, nous essayons d'avoir toute la patience nécessaire, d'être fondamentalement éducatifs et pédagogiques. Nous sommes patients, en essayant qu'il comprenne la morale révolutionnaire. Notre attitude est complètement différente si des problèmes moraux impliquant des dirigeants de nos partis et de la LIT apparaissent.

Quel type de morale voulons-nous construire ?

La réponse passe par une éducation sur la morale révolutionnaire. Sans une compréhension marxiste, il est très difficile de résister aux pressions des appareils et de la morale bourgeoise décadente. Nous devons incorporer à notre tâche de construction celle de rééduquer le militantisme sur la morale révolutionnaire. Il faut rappeler que, comme dans tout groupement humain, il est nécessaire que chaque membre, chaque militant soit bien conscient de la nécessité de la morale révolutionnaire et ses fondements.

Nous n'allons pas présenter un « décalogue » ni rien de semblable sur ce qui doit ou ne doit pas être fait sur le terrain de la morale. Mais si la direction de la LIT et chacune des directions nationales assument cette tâche avec l'importance nécessaire, elles peuvent beaucoup faire avancer la conception morale révolutionnaire du militantisme, en profitant de chaque cas important, qu'il soit positif ou négatif, afin de tirer les conclusions pour l'ensemble. Nous pouvons profiter de chaque cas pour éduquer les camarades sur la façon de faire face aux problèmes de ce type dans le parti et dans le mouvement ouvrier. Une des conséquences de cette approche peut être une avancée, non seulement à l'intérieur du parti mais aussi dans la relation avec la classe ouvrière.

Qui plus est, nous croyons que notre intervention vers l'extérieur, dans le mouvement ouvrier, doit assumer la récupération des traditions de la morale prolétarienne. Nos partis doivent être des exemples vivants et doivent combattre pour ce type de régime et de morale dans les organisations du mouvement de masses, en combattant contre les bureaucraties, les staliniens et les révisionnistes du trotskysme. On ne peut pas lutter de façon conséquente contre l'impérialisme et ses Etats, contre les bureaucraties, comme le PT, les PCs, etc., sans mener ce combat ouvert sur la base d'une compréhension supérieure de ces problèmes et principes. La chute du stalinisme nous a ouvert un ample espace, à condition que nous soyons à la hauteur dans tous les domaines. Si nous sommes l'avant-garde dans l'affirmation de ces principes, si nous sommes un exemple vivant, nous allons attirer le meilleur de l'activisme, nous allons trouver des camarades qui, même s'ils n'ont pas un accord total avec notre programme, vont nous admirer pour notre méthodologie et notre force morale, en opposition avec le « tout est permis » en vogue et avec la dégénérescence des réformistes, des bourgeois et des staliniens.

Le rôle de la morale dans la reconstruction de la IV^{ème} Internationale

Dans notre dernier congrès, nous avons attiré l'attention sur le fait qu'il ne suffit pas d'avoir un programme et une politique révolutionnaire. Une conception et une structure bolchevique sont nécessaires pour construire un parti révolutionnaire. Nous voulons attirer l'attention sur le fait qu'une morale de parti bolchevique est également

nécessaire, pour que ce parti et l'internationale soient solides. Il y a une étroite relation entre les deux.

Il existe une conception erronée, selon laquelle un parti révolutionnaire se construit seulement avec une politique. Si la LIT et ses partis ne sont pas capables de démontrer qu'ils ont une morale révolutionnaire et qu'ils n'hésitent pas à faire face à ce type de problèmes, même quand ils sont graves et qu'ils affectent ses dirigeants, ils n'auront pas d'avenir. Ceci doit avoir des conséquences de fond dans la vie quotidienne de nos organisations, dans l'éducation de toute une nouvelle génération et dans le combat contre les pressions et contre les déviations que tout parti subit par son insertion dans la société.

De quel type de militant la IV^{ème} Internationale a-t-elle besoin ?

Nous partons de la vision de Moreno : notre morale est une morale pour une lutte implacable et pour combattre un ennemi non moins implacable, les exploités et l'impérialisme. C'est pourquoi, l'obligation morale numéro un de chaque militant, le devoir moral le plus sacré, subordonnant à cela la vie elle-même, est de fortifier le parti, la vie du parti et le développement de l'organisation.

Dans le parti, il y a une relation différente entre l'individu et le collectif : comme individu, rien n'est plus important que le camarade du parti. Notre morale se base sur le fait que la vie du camarade est plus importante que la nôtre. Notre devoir de militants envers le parti exige de faire tout ce qui peut aider chaque camarade, chaque militant, à se développer - que ce soit dans le sens physique, intellectuel ou moral - parce que cela fortifie le parti pour notre objectif final : la destruction du capitalisme et la construction du socialisme mondial et du communisme.

Cela va exiger des sacrifices de chacun de nous (changer de travail, changer de ville ou de pays, retarder des plans professionnels ou des plans d'obtenir des biens), mais si c'est nécessaire pour fortifier et soutenir le développement du parti, pour lutter pour une vie meilleure pour tous, alors c'est pleinement justifié. Comme disait Krupskaja dans *La personnalité de Lénine* : « Avec l'exemple de sa vie, Lénine a montré comment il fallait agir. Il ne pouvait pas vivre d'une autre manière. Ce n'était pas un ascète, il aimait patiner, faire du vélo, escalader des montagnes, chasser; il aimait la musique, il aimait la vie dans

sa beauté multiple, il aimait les camarades, les gens. Tous connaissent sa simplicité, son rire gai et contagieux. Toutefois, il a subordonné tout cela à la lutte pour une vie lumineuse, cultivée, confortable, pleine, heureuse, pour tous. Sa plus grande joie était toujours le succès dans cette lutte. Sa personnalité se fondait sans aucun effort avec son activité sociale. »

Pourquoi la loyauté, la camaraderie et le franc parler entre camarades sont-ils important ?

La loyauté entre révolutionnaires est une des caractéristiques les plus importantes dans la construction d'une morale communiste. Le franc parler est la base de la confiance. Sans construire la confiance, il n'y a pas de quoi soutenir le centralisme démocratique, et cela exige un effort permanent. A un moment où la LIT passe par des réunifications, des fusions, l'incorporation de nouvelles organisations et d'une toute nouvelle génération de jeunes militants, il est particulièrement nécessaire de fortifier cette morale de parti. Il s'agit aussi de créer les anticorps contre tout type d'intrigues ou de calomnies qui empoisonnent l'atmosphère et détruisent la confiance nécessaire. Si un camarade a une critique dure, il doit pouvoir la faire sans peur, dans les organismes du parti. Les intrigues, les mensonges ou les calomnies affaiblissent la morale de parti parce qu'ils sapent la confiance nécessaire. La camaraderie, c'est à dire la préoccupation et la solidarité permanente entre les militants, doit être cultivée dans nos partis et dans la LIT. La préoccupation pour les problèmes qui affectent la vie des militants, de chaque camarade, doit faire partie de notre vie. Cela fortifie la morale de parti : les camarades se sentent fortifiés s'ils voient que le parti, que ses camarades, se préoccupent sincèrement de l'autres, de savoir s'il va bien ; et s'il a des problèmes, ils l'aident à trouver une issue.

Le rôle de la Commission de morale

La lutte de Trotsky contre les calomnies et les amalgames de Staline a laissé des enseignements précieux sur la façon d'aborder les problèmes moraux qui se manifestent dans le mouvement ouvrier ou dans le parti révolutionnaire. La tradition du mouvement ouvrier international, depuis le 19^{ème} siècle, est que, en cas de dénonciations qui impliquent des aspects de morale, on crée des instances propres du mouvement

ouvrier, dont la composition se base sur des personnalités de capacité de jugement et de conduite irréprochable, pour garantir que l'investigation ne sera pas contaminée par des divergences politiques éventuelles.

Trotsky a repris cette tradition pour faire face à la gigantesque vague d'attaques morales, d'amalgames et de calomnies propulsée par le stalinisme contre les organisations trotskystes, la figure de Trotsky, les vieux bolcheviques et toute l'avant-garde révolutionnaire. Trotsky a demandé la formation d'un Tribunal Moral, qui a pris la forme de la Commission Dewey, où il s'est présenté pour répondre aux accusations de Staline devant une instance qui permettrait de donner une sentence indiscutable face aux calomnies.

La IV^{ème} Internationale a aussi tiré des leçons de cette lutte contre le stalinisme sur le terrain de la morale. Le stalinisme utilisait sa majorité dans les organismes de direction, pour que ceux-ci jugent les accusations morales contre des dirigeants qui avaient des positions critiques, et ces organismes prenaient sur eux la « tâche » de les punir. Il faisait valoir ainsi une majorité politique pour démoraliser les dirigeants de l'opposition dans ce qui est le plus précieux pour un révolutionnaire : une morale immaculée.

Depuis lors, c'est une tradition de la IV^{ème} Internationale de former des Commissions spéciales *de Contrôle* ou *de Morale* pour veiller sur la morale de parti. Ces commissions sont élues par les Congrès et elles répondent uniquement devant le prochain Congrès. Elles sont donc indépendantes du Comité Central ou de la direction et ont les pleins pouvoirs pour prendre des résolutions sur les questions qui affectent la morale ; résolutions qui doivent être observées par tous les militants et organismes, même par ceux de la direction.

Table des matières

Présentation	2
La crise alimentaire.....	5
Les « propriétaires » des aliments	7
L'agro-business.....	10
Concentration dans peu de cultures	10
Tendance au latifundium	10
L'impact de l'expulsion des petits paysans	11
Les biocombustibles.....	12
Le cas spécial du riz.....	13
La destination des aliments	15
Les subventions agricoles : le « libre commerce » ?.....	15
Le montant des subventions	16
Un résultat néfaste.....	17
Peu de pays exportateurs	18
Une question centrale: la rente agraire	19
Une analyse de la rente	20
Combien représente-t-elle ?.....	21
Quelques conclusions.....	22
Un facteur additionnel: l'augmentation des prix du pétrole	23
La crise économique aggrave tout.....	23
La rébellion des affamés	26
L'échec de la « bataille contre la faim »	26
« Debout les forçats de la faim »	28
Le capitalisme ne peut pas résoudre le problème de la faim dans le monde.....	29
Biocarburants : la bio-faim pour l'humanité	31
La conception de l'énergie dans le capitalisme.....	32
Des terres destinées à la production... de faim	33
Une agriculture sans paysans.....	35
Conclusions	36
La restauration capitaliste en Chine	38
Une situation d'instabilité sociale	39
Les quatre modernisations.....	40
Le massacre de Tienanmen	42
La consolidation de la restauration	43
La résistance ouvrière	45
Jeux olympiques et séisme : l'amortisseur et l'accélérateur du mécontentement social	46
L'inflation des aliments	47
La métamorphose du PC chinois.....	50
La rébellion au Tibet.....	53
Un pays, deux systèmes	53
La restauration capitaliste.....	54
Pour le droit à l'autodétermination.....	55
La morale révolutionnaire est une partie essentielle de la bataille pour la reconstruction de la IVème Internationale.....	57
La morale, c'est quoi ?.....	58

La morale prolétarienne	60
La morale de parti	61
La morale révolutionnaire est-elle importante pour la construction de la IV ^{ème} Internationale ?	62
Les appareils ont imposé une régression morale au mouvement ouvrier	64
La dégénérescence du mouvement ouvrier dans l'étape du « tout est permis »	67
L'effet de la marginalité du trotskysme et la pression du stalinisme sur le terrain de la morale.....	69
Dans la phase néo-libérale, les répercussions dans le trotskysme ont été plus profondes et généralisées.....	70
Une trajectoire morale que nous revendiquons	73
Comment faire face à ces problèmes ?.....	74
Identifier les problèmes ouvertement et clairement.....	74
Pour les dirigeants, l'exigence de la morale révolutionnaire est encore bien supérieure	75
Quel type de morale voulons-nous construire ?	76
Le rôle de la morale dans la reconstruction de la IV ^{ème} Internationale.....	77
De quel type de militant la IV ^{ème} Internationale a-t-elle besoin ?	78
Pourquoi la loyauté, la camaraderie et le franc parler entre camarades sont-ils important ?.....	79
Le rôle de la Commission de morale	79